



Projet d'Appui à la Prévention et à la gestion des conflits et violences potentiels liés aux élections - PEV Madagascar

EVALUATION EXTERNE



Ramanarivo – Raharisoa Lalao, Chef de mission
Ramanitriniaiana Andrianjanahary Hoby, consultant

**Projet d'Appui à la Prévention et à la Gestion des conflits et Violences potentiels liés
aux élections – PEV Madagascar**

EVALUATION EXTERNE

La présente production a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de son auteur et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

TABLE DES MATIERES

ABBREVIATIONS ET ACRONYMES	4
REMERCIEMENTS	5
RESUME EXECUTIF	5
EXECUTIVE SUMMARY	10
INTRODUCTION	16
1. CONTEXTE DU PROJET ET PROBLEMATIQUE DE L'EVALUATION	17
1.1. Objectif de la mission d'évaluation externe du projet et approche méthodologique	17
1.2. Contexte national de la mise en œuvre du PEV	19
1.3. Conception du projet d'Appui pour la prévention et la gestion des conflits et violences liés aux élections	20
2. PROJET PEV – AU REGARD DES CRITERES DE L'EVALUATION	25
2.1. Pertinence	25
2.2. Efficacité	30
2.2.1. Les bonnes pratiques et les raisons d'efficacité du projet	31
2.2.2. Les grandes réalisations du projet	36
2.2.2.1. Etude sur la violence électorale pour la consolidation de la démocratie à Madagascar	36
2.2.2.2. Mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce et de réponse rapide, qui inclut UMM/UMV	36
2.2.2.3. Renforcement des capacités des partenaires et ses démembrements, des OSC, des médias, des jeunes etc.	36
2.2.2.4. Renforcement des compétences et des capacités des FDS	37
2.2.2.5. Production du guide des citoyens sur la collaboration des acteurs en vue d'un climat électoral apaisé	37
2.2.2.6. Film documentaire	38
2.3. Efficience	38
2.4. Impact	40
2.5. Viabilité	44
2.6. Evaluation du projet PEV selon les critères spécifiques à l'UE, financeur du projet	45
2.6.1 Cohérence	45
2.6.2 Visibilité	46
2.6.2.1. Les actions de visibilité	47
2.6.2.2. Les outils de communication	47

3.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	48
3.1.	Conclusions	48
3.2.	Recommandations	50

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

ANNEXE 2 : DOCUMENTATION CONSULTEE

ANNEXE 3 : TERMES DE REFERENCE DE L'EVALUATION EXTERNE

ANNEXE 4 : EVALUATION DU CADRE LOGIQUE

ANNEXE 5 : MATRICE DE REALISATIONS

ABBREVIATIONS ET ACRONYMES

AUProG	: Association des Universitaire pour la promotion du Genre
BIANCO	: Bureau Indépendant Anti-Corruption
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
CFM	: Conseil du Fampihavanana Malagasy
CID	: Communication – Idea - Development
CNIDH	: Commission Nationale Indépendante des Droits de l’Homme
ECES	: Centre Européen d’Appui Electoral
FANDIO	: Fifidianana ANdraisan’ny Olompirenena Andraikitra
FANOA	: Fifidianana Antoka ho an’ny Daholobe Ifantenana Olombanona
FDS	: Forces de la Défense et de la Sécurité
HCC	: Haute Cour Constitutionnelle
IcSP	: Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix
IEDDH	: Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l’Homme
INCIPALS Stabilité	: Initiatives Citoyennes pour la Consolidation de la Paix, le Leadership et la
JVMP	: Jeunes Voix Malgaches pour la Paix
KMF-CNOE	: Comité National d’Observation des Elections – Education des Citoyens
LEAD	: Leadership, Gestion des Conflits et Médiations
MID	: Ministère de l’Intérieur et de la Décentralisation
OSC	: Organisation de la société civile
PACTE	: Projet d’appui à la Crédibilité et à la Transparence des Elections
PEV	: Preventing Electoral Violence
PGE	: Politique Générale de l’Etat
PND	: Plan National de Développement
SADC	: Southern African Development Community
SACEM	: Soutien au Cycle Electoral de Madagascar
TVM	: Télévision Malagasy
UE	: Union européenne
UMM	: Unité Monitoring des Médias

Remerciements

L'équipe de la mission d'évaluation exprime leurs vifs remerciements à toutes les personnes qui ont aidé, de près ou de loin, dans le bon déroulement de la mission.

Elle remercie les différents responsables rencontrés au niveau des départements ministériels, de la CENI, des organisations de la société civile, des médias.

Elle souhaite remercier plus particulièrement les responsables de la Délégation de l'UE pour le temps consacré malgré leurs responsabilités respectives.

Elle remercie tous les membres de l'équipe ECES à Antananarivo pour leur disponibilité et leur appui technique et matériel à la mission.

RESUME EXECUTIF

La mission d'évaluation externe

L'objectif de l'évaluation finale est de reprendre les objectifs initiaux du projet PEV Madagascar pour analyser leur pertinence, étudier le processus de mise en œuvre et l'état d'avancement du projet, en faisant ressortir ses forces et ses faiblesses, afin de proposer d'éventuelles réorientations et de suggérer des axes de réflexion dans la perspective d'hypothétiques projets ultérieurs.

L'évaluation vise également à identifier les leçons apprises et les recommandations pour une éventuelle suite du projet afin d'assurer la pérennité des actions entreprises.

Il s'agit également de déterminer si le projet est mis en œuvre d'une façon efficace et efficiente. Ainsi, l'évaluation sert à vérifier si les différentes composantes du projet ont été exécutées conformément aux conditions stipulées et si les résultats attendus ont été atteints.

La mission d'évaluation a eu lieu du 10 septembre au 14 octobre 2019. A part les rencontres et les échanges avec la coordinatrice du projet, les partenaires du projet, les bénéficiaires et acteurs au niveau central, des descentes sur le terrain ont été effectuées dans deux provinces d'interventions du projet i.e. à Toamasina du 15 au 18 septembre et à Fianarantsoa du 22 au 25 septembre 2019. Le but de ces rencontres était d'échanger sur la pertinence, les réalisations, l'impact et la durabilité du projet au vu du contexte politique qui a amené l'Union européenne à l'approbation du projet et à ECES son exécution.

La mission d'évaluation a également rencontré/eu des échanges avec des responsables au niveau de la délégation de l'Union européenne à Antananarivo et à Nairobi.

L'évaluation a été menée en conformité avec les principes pour l'évaluation de l'aide au développement du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), à savoir : i) la pertinence ; ii) l'efficacité ; iii) l'efficience, iv) l'impact et v) la viabilité.

Elle a été menée également en tenant compte de deux critères spécifiques à l'UE, à savoir : i) la cohérence ; ii) la visibilité.

Ce rapport comporte un certain nombre de conclusions et de recommandations. Les recommandations retenues et exposées dans ce rapport sont celles qui ont des liens directs avec le contenu du Projet d'Appui à la Prévention et à la Gestion des conflits et Violences potentiels liés aux élections – PEV Madagascar

Projet d'Appui à la Prévention et à la Gestion des conflits et Violences potentiels liés aux élections – PEV Madagascar

Le PEV a commencé en janvier 2018 et prendra fin le 30 octobre 2019. Cette période inclut une prolongation concrétisée dans le cadre de deux avenants. Le premier avenant porte sur un coût additionnel d'environ 348 716,74 euros, et l'avenant II, sans coût additionnel, porte le projet jusqu'à fin octobre 2019.

Le PEV a été développé et mis en œuvre par le Centre Européen d'Appui Electoral (ECES) en collaboration avec les autorités nationales malgaches, la société civile et les médias. Le projet a été entièrement financé par l'Union européenne.

L'objectif global du projet est de contribuer à la prévention de conflits et violences potentiels liés aux élections en appuyant et accompagnant la société civile et autres acteurs clé dans la création d'un processus électoral apaisé.

L'objectif spécifique est le renforcement des capacités de la société civile, des médias et autres prenantes, y compris les forces de sécurité, à travers le dialogue, la mise en place d'une confiance mutuelle et la collaboration dans la prévention de conflits et violences liés aux élections.

Le projet comporte trois extrants :

- i) Un mécanisme de prévention de conflit est opérationnel à travers la mise en place d'un outil d'alerte précoce et de réponse rapide ;
- ii) Des initiatives de dialogue et de concertation sont réalisées entre les OSC, les médias et l'administration électorale et les forces de sécurité pour encourager la confiance et ces dernières sont sensibilisées quant à leurs rôles et responsabilités ;
- iii) Le journalisme sensible aux conflits est appliqué et le monitoring des médias est opérationnel en tant qu'outils d'alerte précoce et de réponse rapide et pour sensibiliser un public plus large pour la paix et la tolérance.

Pour réaliser les trois extrants, le projet propose trois volets d'activités complémentaires et cohérentes :

- i) **Le premier volet** propose une série d'activités visant à opérationnaliser le mécanisme de prévention de conflits par la mise en place d'un outil d'alerte précoce et de réponse rapide en s'appuyant sur un programme de renforcement de capacités des acteurs impliqués dans la collecte et la réponse aux foyers de tension, par l'accompagnement d'initiatives de dialogue, de sensibilisation et de collaboration entre les acteurs clé du paysage politique et social (acteurs politiques, forces de sécurité, les institutions impliquées dans l'organisation et le processus électoral etc.) ;
- ii) **Le deuxième volet** propose des actions spécifiques pour encourager la confiance entre la société civile et les forces de sécurité à travers un programme de sensibilisation et des initiatives de concertation et de collaboration entre les forces de l'ordre et les autres acteurs clé du processus électoral ;
- iii) **Le troisième volet** se concentre sur le renforcement des capacités des médias dans leur rôle de construction d'un climat apaisé et ceci à travers des formations en journalisme sensible aux conflits et l'opérationnalisation du monitoring des médias comme outil d'alerte précoce et de réponse rapide permettant l'identification des potentiels foyers de tensions et à travers la production des émissions de sensibilisation quant à la culture de la paix et de la tolérance. Les

jeunes seront appuyés particulièrement pour interpellier les acteurs clé du processus politique à respecter les règles du jeu afin de garantir un processus apaisé qui ne mettrait pas en péril l'avenir des générations futures.

Les détails relatifs aux extrants, aux produits et aux activités ainsi que les réalisations effectuées se trouvent dans la matrice de réalisations en annexe 5 du rapport.

Evaluation et système de notation

Système d'appréciation

Dans le cadre de l'évaluation de l'atteinte des objectifs global, spécifique, des résultats et de la réalisation des activités selon les différents critères énoncés plus bas, un système d'appréciation en code couleur a été mis au point pour apprécier l'atteinte ou de la non-atteinte des objectifs, des résultats et de la réalisation ou de la non-réalisation des activités. Ce système d'appréciation a été développé sur la base du système utilisé pour le suivi des projets et programmes financés par l'UE et explicité dans le Manuel de Suivi Orienté sur les résultats (ROM Handbook – Results Oriented Monitoring – January 2017, version 4.0, Directorate general for International Cooperation and Development. Cependant, le système utilisé pour l'évaluation du projet PEV sera un peu plus développé afin de pouvoir appréhender de la manière la plus fidèle et objective possible l'appréciation à attribuer à chaque critère.

Appréciation	Code couleur
Très satisfaisante	
Satisfaisante	
Acceptable	
Insuffisante	
Echec	

Evaluation du PEV selon les critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience, d'impact et de viabilité

Pertinence

Appréciation du critère de pertinence :

Très satisfaisante

Le projet PEV est évalué comme très pertinent au vu de la crise politique ponctuée de manifestations violentes que Madagascar a connue au début de l'année 2018. Ses objectifs correspondent aux priorités et aux politiques du groupe ciblé et aux partenaires ainsi qu'au bailleur du projet. Les activités menées et les résultats escomptés sont jugés compatibles avec la finalité globale et l'impact escompté.

Efficacité

Appréciation du critère d'efficacité :

Très satisfaisante

Le projet PEV Madagascar est évalué comme efficace, ses objectifs ont été réalisés, les activités et les produits atteints ont largement dépassé les résultats escomptés.

Efficience

Appréciation du critère d'efficience :

Satisfaisante

Le projet PEV est évalué comme efficace. Les ressources (humaines, matérielles et financières) mises à disposition ont été utilisées de manière appropriée pour atteindre les objectifs préconisés.

Impact

Appréciation du critère d'impact :

Très satisfaisante

Le projet PEV est évalué comme ayant eu un impact positif, direct et indirect. Les résultats escomptés ont tous été atteints de façon significative. Des résultats involontaires mais positifs ont découlé de l'exécution du projet.

Viabilité

Appréciation du critère de viabilité :

Satisfaisante

Le projet PEV est évalué comme totalement viable. Les résultats acquis à la fin du projet seront présents à la fin et après l'arrêt de l'appui financier de l'UE et de l'appui technique d'ECES

Evaluation du PEV selon les critères spécifiques de l'UE : Cohérence et visibilité

Cohérence

Appréciation du critère de cohérence :

Très satisfaisante

Le projet PEV, sur financement IcSP, est évalué comme cohérent car les activités mises en œuvre ont contribué à l'instauration d'un climat de paix pour les élections présidentielles et législatives grâce aux actions de prévention et de gestion de conflits liés à ces élections. Les activités du PEV sont complémentaires des activités du Mouvement Rohy FANDIO et FANOA sur financement de l'UE.

Visibilité

Appréciation du critère de visibilité :

Très satisfaisante

La visibilité du projet PEV et du financeur l'UE est évaluée comme très satisfaisante. Les budgets alloués pour la visibilité sont raisonnables.

Conclusions et recommandations

Dans le but de pérenniser les résultats intentionnels et non intentionnels du projet et des acquis qu'ont bénéficié les partenaires étatiques et non-étatiques impliqués dans la mise en œuvre du projet, d'une part, et en prenant en compte les analyses de la documentation disponible, les résultats des entretiens avec le personnel du projet, les partenaires du projet, les autres acteurs, avec des responsables du financeur du projet, d'autre part, les conclusions et les recommandations suivantes sont effectuées :

Conclusion n° 1 : Les Thématiques abordées dans le cadre du projet sont considérées comme d'importance et d'actualité surtout dans le contexte de la situation de crise politique que le pays a connu à la veille des élections présidentielles dans le sens d'aller aux urnes dans un climat apaisé et confiant. La convergence de toutes les activités y a contribué de manière significative.

Conclusion n° 2 : Le projet a pleinement, et même au-delà, réalisé son objectif spécifique de renforcement des capacités de la société civile, des médias et des autres parties prenantes, y compris les forces de défense et de sécurité, à travers le dialogue, la mise en place d'une confiance mutuelle et la collaboration dans la prévention de conflits et violences liés aux élections. Le projet a su profiter de la notoriété, de la structure et des expériences des partenaires.

Conclusion n° 3 : La mission d'évaluation a vu une équipe soudée, cohérente et axée sur les résultats quantitatifs et qualitatifs. L'équipe du projet a été louée pour la qualité de l'expertise, de leur travail, de l'approche participative adoptée, la disponibilité, les capacités d'écoute et de construction de partenariat, les capacités d'adaptation, d'innovation et de collaboration.

Conclusion n° 4 : Le projet PEV s'est parfaitement adapté au contexte et n'a pas hésité à revoir l'outil primordial utilisé, qui est le dispositif d'alerte précoce et de réponse, produit-phare du projet, pour de meilleurs exploitation et résultats de monitoring des médias et des violences.

Conclusion n° 5 : Le projet PEV a mis en place un dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide avec un caractère innovateur en le comparant avec les initiatives existantes sur le

continent africain, notamment sa durée, étant d'un an et demie, là où d'autres initiatives ne couvrent pas toujours une période permettant un suivi à plus de six mois avant les élections et après les scrutins.

Conclusion n° 6 : On a constaté un engagement fort des partenaires et des bénéficiaires dans la promotion de la paix et de la tolérance. Ces partenaires et bénéficiaires se sont engagés à y œuvrer en vue des élections communales mais aussi dans leurs rôles et responsabilités quotidiennes.

Conclusion n° 7 : Des réseaux ont vu le jour grâce au projet et ces réseaux constituent des ressources importantes pour mettre en œuvre les acquis et pérenniser les résultats du projet.

Conclusion n° 8 : La stratégie de formulation et de mise en œuvre du projet a privilégié l'implication et la participation inclusive de toutes les parties prenantes (partenaires et bénéficiaires).

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé les recommandations suivantes :

3.2. Recommandations

Recommandation n° 1 : Les actions de prévention de conflits et violences ne devraient pas se limiter au processus électoral mais devraient être étendues dans des sphères de la vie économique et sociale. Le dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide dans son fonctionnement actuel intègre déjà ces aspects et devrait être utilisé en s'adaptant aux conjonctures : Tensions sociales, économiques et politiques.

Recommandation n° 2 : Le projet PEV devrait être prolongé pour des actions d'appel au calme et d'incitation au vote pour les communales du 27 novembre pour des élections apaisées et afin d'améliorer le taux de participation. Cette extension concernerait les partenaires (KMF – CNOE, Liberty 32, la Coalition des radios) et l'UMM tout en s'appuyant, si nécessaire, d'un appui/conseil de la part d'ECES.

Recommandation n° 3 : La capitalisation et la pérennisation des acquis des partenaires et des bénéficiaires sont essentielles. Les actions de prévention et de gestion de conflits et donc d'incitation au vote doivent être menées entre deux cycles électoraux pour éviter la situation de crise d'avril 2018.

Recommandation n° 4 : Les partenaires (KMF – CNOE, Liberty 32, la Coalition des radios pour la consolidation de la paix et l'UMM) et le réseau de jeunes devraient exploiter les actions de renforcement des capacités reçues et les expériences vécues dans PEV dans leurs activités quotidiennes que ce soit pour la prévention des conflits et les appels au calme et au vote.

Executive summary

The goal of the final evaluation is to go over the initial goals of the PEV Madagascar project to analyze their relevance, study the implementation process and the progress made, highlighting its strengths and weaknesses, in order to put forward possible reorientations and suggest lines of thoughts in the perspective of hypothetical future projects.

The evaluation also aims to identify lessons learned and recommendations for a possible continuation of the project to ensure the sustainability of the actions undertaken.

It is also to determine if the project is implemented effectively and efficiently. Thus, the evaluation is used to verify whether the different components of the project have been executed in accordance with the stipulated conditions and whether the expected results have been achieved.

The evaluation mission took place from 10th September to 14th October 2019. Apart from the meetings and exchanges with the project coordinator, the project partners, the beneficiaries and actors at the central level, trips on the field were made in two provinces of project interventions i.e. in Toamasina from 15th to 18th September and in Fianarantsoa from 22nd to 25th September 2019. The purpose of these meetings was to discuss the relevance, achievements, impact and sustainability of the project in view of the political context that led the European Union to approve the project and ECES to its implementation.

The evaluation mission also met / had discussions with officials at the EU Delegation office in Antananarivo and Nairobi.

The evaluation was conducted in accordance with the principles for evaluation of development assistance from the Development Assistance Committee (DAC) of the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), namely: relevance ; ii) effectiveness: iii) efficiency, iv) t impact and v) viability.

It was also conducted taking into account two EU-specific criteria, namely: (i) coherence; ii) visibility.

This report contains a number of conclusions and recommendations. The recommendations selected and presented in this report are those that have direct links with the content of the Election – related conflict and violence Prevention and Management support project - PEV Madagascar

Election – related violence and conflict management and prevention support project – PEV Madagascar

The PEV project started in January 2018 and will end on 30th October 2019. This period includes two extensions made under two amendments. The first addendum concerns an additional cost of approximately 348,716.74 euros, the duration of the project until August 2019 and the second addendum, with no additional cost, carries the project until the end of October 2019.

The PEV project was developed and implemented by the European Center for Electoral Support (ECES) in collaboration with Malagasy national authorities, civil society and the media. The project was fully funded by the European Union.

The overall objective of the project is to contribute to the prevention of potential election-related conflicts and violence by supporting and accompanying civil society and other key actors in the creation of a peaceful electoral process.

The specific objective is to build the capacity of civil society, the media and other stakeholders, including security forces, through dialogue, building mutual trust and collaboration in election – related violence and conflict prevention.

The project has three outputs:

i) A conflict prevention mechanism is operational through the establishment of an early warning and rapid response tool;

ii) Dialogue and consultation initiatives are carried out between CSOs, the media and the electoral administration and the security forces to encourage trust and the latter are made aware of their roles and responsibilities;

iii) Conflict sensitive journalism is applied and media monitoring is operational as early warning and rapid response tool and to sensitize a wider audience for peace and tolerance.

To achieve the three outputs, the project proposes three complementary and coherent activities:

i) **The first part** puts forward a series of activities aimed at operationalizing the conflict prevention mechanism by setting up an early warning and rapid response tool based on a program of capacity building for the actors involved in the conflict prevention mechanism and response to tensed places, by supporting initiatives for dialogue, awareness-raising and collaboration between key players in the political and social landscape (political actors, security forces, the institutions involved in the organization and the electoral process etc) ;

ii) **The second part** proposes specific actions to encourage trust between civil society and the security forces through an awareness program and initiatives of consultation and collaboration between security forces and other key players in the electoral process;

iii) **The third part** focuses on building the capacity of the media in their role of building a peaceful climate through conflict-sensitive journalism training and the operationalization of media monitoring as an early warning and response tool to a rapid identification of potential tensions and through the production of awareness raising programs on the culture of peace and tolerance. Young people will be particularly supported to challenge the key players in the political process to respect the rules of the game in order to ensure a peaceful process that would not jeopardize the future of next generations.

Details of outputs, products and activities, as well as achievements, can be found in the Achievement Matrix in Appendix 5 of the report.

Assessment and rating system

Rating system

As part of the evaluation of the achievement of the overall, specific objectives, results and achievements of the activities according to the different criteria set out below, a system of color-coded assessment has been developed to assess the achievement or non-achievement of objectives, the results and the achievement or non-achievement of activities. This appraisal system was developed on the basis of the system used for monitoring EU-funded projects and programs and explained in the Results-Oriented Monitoring Handbook (ROM Handbook - Results Oriented Monitoring - January 2017, version 4.0). However, the system used for the evaluation of the PEV project will be a little more developed in order to be able to capture in the most faithful and objective way possible the assessment to be attributed to each criterion.

Assessment	Color code
Very satisfying	
Satisfying	
Acceptable	
Insufficient	

failed

Evaluation of the PEV according to the criteria of relevance, effectiveness, efficiency, impact and viability

Relevance

Appreciation of the relevance criterion : **Very satisfying**

The PEV project is assessed as highly relevant in view of the political crisis punctuated by violent demonstrations that Madagascar experienced at the beginning of 2018. Its objectives correspond to the priorities and policies of the targeted group and the partners and the donor. The activities carried out and the expected results are considered compatible with the overall purpose and the expected impact.

Effectiveness

Appreciation of the effectiveness criterion: **Very satisfying**

The PEV Madagascar project is evaluated as effective, its objectives have been achieved, the activities and products achieved have largely exceeded the expected results.

Efficiency

Appreciation of the efficiency criterion : **Satisfying**

The PEV project is assessed as efficient. The resources (human, material and financial) made available have been used appropriately to achieve the stated objectives.

Impact

Appreciation of the impact criterion: **Very satisfying**

The PEV project is evaluated as having had a positive impact, direct and indirect. The expected results have all been achieved significantly. Involuntary but positive results resulted from project implementation.

Viability

Appreciation of the viability criterion: **Satisfying**

The PEV project is assessed as fully viable. The results achieved at the end of the project will be present at the end and after the termination of EU financial support and technical support from ECES

Evaluation of the PEV according to the specific criteria of the EU: Coherence and visibility

Coherence

Appreciation of the coherence criterion:

Very satisfying

The PEV project, funded by IcSP, is assessed as coherent because the activities implemented have contributed to the establishment of a climate of peace for the presidential and legislative elections thanks to the actions of prevention and management of conflicts related to these elections. PEV activities are complementary to the activities of the Rohy Association FANDIO and FANOVA funded from the EU.

Visibility

Appreciation of the visibility criterion:

Very satisfying

The visibility of the PEV project and the donor EU is assessed as very satisfactory. The level of the budget allocated for visibility are reasonable.

Conclusions and recommendations

In order to sustain the intentional and unintentional results of the project and the gains that the state and non-state partners involved in the implementation of the project have made, on the one hand, and taking into account the analyzes of the documentation available, the results of interviews with project staff, project partners, other actors, with project funder, on the other hand, the following conclusions and recommendations are made:

Conclusion n ° 1: Themes addressed in the framework of the project are considered as important and burning issues, especially in the context of the political crisis that the country had faced on the eve of the presidential elections, in the sense of going to the polls in a peaceful and reliable climate. The convergence of all activities has significantly contributed.

Conclusion n ° 2: The project has fully, and indeed beyond, achieved its specific objective of building the capacities of civil society, the media and other stakeholders, including defense and security forces, through dialogue, the establishment of mutual trust and collaboration in the prevention of election-related conflict and violence. The project has greatly benefited from the reputation, structure and experience of the partners.

Conclusion n ° 3: The evaluation mission saw a united, coherent team focused on quantitative and qualitative based - results. The project team was praised for the quality of the expertise, of their work, the participatory approach adopted, the availability, the capacity of listening and building partnerships, the capacities of adaptation, innovation and collaboration.

Conclusion n ° 4 : The PEV project was perfectly adapted to the context and the project coordinator did not hesitate to review the essential tool used, which is the early warning and rapid response system, the project's flagship product, for better exploitation and results of media monitoring and violence.

Conclusion n ° 5: The PEV project has put in place an early warning and rapid response system with an innovative character by comparing it with existing initiatives on the African continent, particularly its duration, being one and a half years, where other initiatives do not always cover a period of follow-up more than six months before elections and after polls.

Conclusion n ° 6: There has been a strong commitment from partners and beneficiaries in promoting peace and tolerance. These partners and beneficiaries have pledged to work for communal elections but also in their daily work and responsibilities.

Conclusion n ° 7: Networks have been created thanks to the project and these networks constitute important resources to use the capacities built and to sustain the results of the project.

Conclusion n ° 8: The strategy of formulation and implementation of the project has privileged the involvement and the inclusive participation of all the stakeholders (partners and beneficiaries).

In view of the above, the following recommendations are proposed:

3.2. Recommendations

Recommendation 1: Conflict and violence prevention should not be limited to the electoral process but should be extended to spheres of economic and social life. The early warning and rapid response system in its current operation already integrates these aspects and should be used and adapted to potential crisis on social, economic and political situation.

Recommendation 2: The PEV project should be extended for actions calling for peace and encouraging population to go to polls municipality elections on 27th November for peaceful elections and to improve the participation rate. This extension would involve the partners (KMF - CNOE, Liberty 32, the Coalition of radios) and the UMM while relying, if necessary, on support / advice from ECES.

Recommendation 3: The capacities capitalization and sustainability of the partners and beneficiaries are of paramount importance. Conflict prevention and management actions and therefore encouragement to vote must be conducted between two electoral cycles to avoid the crisis situation occurred in April 2018.

Recommendation 4 : The partners (KMF - CNOE, Liberty 32, Peacebuilding Radio Coalition and UMM) and youth network should exploit the capacity building actions acquired and experiences within PEV in their day-to-day activities for conflict prevention and calls for calm and voting.

INTRODUCTION

Le présent rapport est le résultat d'une mission qui s'est déroulée du 10 septembre au 14 octobre 2019. La mission a effectué des visites et des rencontres d'échanges au niveau central à Antananarivo et dans deux provinces d'interventions du projet i.e. à Toamasina (du 15 au 18 septembre) et à Fianarantsoa (du 22 au 25 septembre), dont la liste se trouve en annexe. La mission a eu également des échanges avec Mme Eva Palmans, la coordinatrice du projet et Mme Harivola Ramananjanahary, la Chargée de programme ainsi qu'avec des hauts responsables de la Délégation de l'Union européenne à Antananarivo, M. Franck Porte, Chef de Coopération et Mme Federica Petrucci, Chargée de programme et de coopération internationale et Mme Rashmi Thapa, Regional Crisis Response Planning Officer, Service of the Foreign Policy Instruments à Nairobi.

Le projet PEV s'est construit sur les réalisations, les expériences et la capitalisation des acquis des projets antérieurs appuyés par l'Union européenne en matière d'appui au processus électoral à Madagascar. Il s'agit, entre autres:

- du Projet d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence des Elections à Madagascar (PACTE), mis en œuvre par ECES et dont l'objectif était l'appui à la société civile et aux médias en matière de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités. Des initiatives qui ont démontré leur utilité et la possibilité de leur pérennité, telles que le monitoring des médias, ont été exploitées dans le cadre du projet PEV ;
- du projet « Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité » (INCIPALS) dont l'objectif global était de contribuer à la création d'un climat apaisé et à la consolidation du processus de démocratisation. Ce projet a permis le renforcement des capacités des OSC, des jeunes et des femmes dans la prévention des conflits et la construction de la paix, la promotion des espaces de dialogues/débats entre les différentes composantes de la société. Les compétences du pool de formateurs et le réseau de jeunes engagés pour la paix créés dans le cadre du projet INCIPALS ont été aussi exploitées ;
- du projet régional « Preventing electoral violence in the SADC region, a project in support of the SADC-ESN network » en faveur des organisations de la société civile dans la région de la Communauté de Développement d'Afrique australe (SADC). L'objectif de ce projet est de prévenir la violence électorale dans les pays de la SADC par le biais de renforcement des capacités en matière de prévention de conflit et de construction de la paix et en mettant en place un observatoire de la violence électorale en charge de mener des recherches et des activités de sensibilisation dans ce domaine.

De plus, le projet PEV s'est appuyé également sur le manuel spécifique sur la prévention des conflits électoraux et les leçons apprises des 14 pays de la SADC.

Enfin et non des moindres, le projet a bâti toute sa stratégie et identifié les régions d'intervention sur la base des résultats de l'étude, première activité du projet, s'intitulant « Violences électorales à Madagascar – Consolider le rôle des acteurs électoraux dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits ».

Le projet d'Appui à la Prévention et à la Gestion des conflits et Violences potentiels liés aux élections (PEV) a été conçu pour répondre à la nécessité de garantir un climat serein et apaisé qui inspire la confiance de toutes les parties prenantes.

L'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) est l'un des principaux outils d'assistance extérieure permettant à l'UE de jouer un rôle majeur pour prévenir les crises

dans le monde et intervenir en cas de crise émergente ou avérée. L'IcSP contribue ainsi à l'approche globale de la gestion des crises en complétant l'aide humanitaire et l'aide au développement de l'Union européenne (UE). Aussi pour répondre au défi énoncé plus haut et en conformité avec les objectifs de l'IcSP, le projet PEV, sur financement de l'IcSP, vise à contribuer à créer un climat apaisé qui inspire confiance en mettant les actions de dialogue et de collaboration multi-acteurs au cœur de toute démarche.

Ainsi, l'approche préconisée est la construction et/ou le renforcement d'un dialogue inclusif avec l'implication de tous les acteurs à tous les niveaux de la société. Pour ce faire, il est fait appel aux organisations de la société civile et aux médias qui sont bien placés pour créer des liens entre les différents acteurs et constituer des passerelles entre ces acteurs et la population en général.

Le projet a démarré en janvier 2018 et prendra fin le 30 octobre 2019. Cette évaluation est effectuée au terme du projet selon les procédures applicables aux projets financés par l'UE.

1. Contexte du projet et problématique de l'évaluation

1.1. Objectif de la mission d'évaluation et approche méthodologique

L'objectif de l'évaluation finale est de reprendre les objectifs initiaux du projet PEV Madagascar pour analyser leur pertinence, étudier le processus de mise en œuvre et l'état d'avancement du projet, en faisant ressortir ses forces et ses faiblesses, afin de proposer d'éventuelles réorientations et de suggérer des axes de réflexion dans la perspective d'hypothétiques projets ultérieurs.

L'évaluation vise également à identifier les leçons apprises et les recommandations pour une éventuelle suite du projet afin d'assurer la pérennité des actions entreprises.

Il s'agit également de déterminer si le projet est mis en œuvre d'une façon efficace et efficiente. Ainsi, l'évaluation sert à vérifier si les différentes composantes du projet ont été exécutées conformément aux conditions stipulées et si les résultats attendus ont été atteints. A ce propos, l'équipe d'évaluation a rencontré les interlocuteurs pertinents tels que les partenaires du projet, les différents acteurs électoraux, les médias, les OSC et le bailleur de fonds, pour la collecte des informations nécessaires à la réalisation du rapport d'évaluation externe.

L'approche méthodologique de l'évaluation est en conformité avec les lignes directrices de la Gestion du Cycle de projet et de la méthodologie d'évaluation de la Commission européenne. L'évaluation se base sur une approche participative qui inclut les différents partenaires et acteurs impliqués dans le projet, sans oublier le personnel de mise en œuvre au niveau de l'unité de gestion du projet. Elle est en conformité avec les principes pour l'évaluation de l'aide au développement du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Il s'agit ainsi d'évaluer le projet selon les critères suivants :

a. Pertinence

Dans quelle mesure les objectifs du projet correspondent aux priorités et aux politiques du groupe ciblé, des partenaires et du bailleur du projet et est-ce que les activités menées et les résultats observés sont-ils compatibles avec la finalité globale et l'impact escompté ?

b. Efficacité

Dans quelle mesure les objectifs du projet ont été réalisés et quelles ont été les principales raisons de la réalisation ou de la non-réalisation des objectifs ?

c. Efficience

Dans quelle mesure les ressources (humaines, matérielles et financières) mises à disposition ont été utilisées de manière appropriée pour atteindre les objectifs préconisés ?

d. Impact

Quels sont les conséquence/effets (positifs et négatifs, directs ou indirects, intentionnels ou non) du projet et comment s'expliquent-ils ? L'évaluation doit prendre en considération les résultats souhaités et les résultats involontaires, de même que les impacts positifs et négatifs de facteurs externes, tels que le contexte politique et électoral, les conditions financières, etc. Quel changement concret l'activité concernée a-t-elle apporté aux bénéficiaires ?

e. Viabilité

Dans quelle mesure les bienfaits résultant du projet perdurent-ils après la finalisation du projet et l'arrêt du financement ? Quels sont les principaux facteurs qui influent sur la viabilité ou la non-viabilité du projet ?

Par ailleurs, seront mis en exergue les aspects liés :

- au développement et transfert des capacités ;
- à la pérennisation des acquis des bénéficiaires ;
- à l'innovation de l'intervention et la valeur ajoutée pour le pays et le processus électoral ;
- à la prise en compte de la dimension genre ;

Le projet devra être évalué selon des critères spécifiques aux projets de l'UE, financeur du projet, notamment :

f. Cohérence

Ce critère vise à apprécier la mesure dans laquelle les activités mises en œuvre au titre du projet contribuent à la réalisation des objectifs de la politique de l'UE en matière de prévention et de gestion de crises dans le cadre de l'IcSP tout en s'inscrivant dans une complémentarité avec les autres interventions des autres partenaires internationaux et du pays partenaire.

g. Visibilité

Ce critère vise à apprécier la stratégie et les activités du projet et leur adéquation aux principes directeurs formulés dans le « Manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'UE » (Commission Européenne, Europe Aid, 2010).

Un système d'appréciation des critères a été développé, présenté au début du chapitre de la deuxième partie sur le projet PEV au regard des critères d'évaluation.

Les annexes du rapport portent sur la liste des personnes rencontrées, les documents consultés, les termes de référence de l'évaluation, l'évaluation du cadre logique et la matrice des réalisations.

1.2. Contexte national de la mise en œuvre du projet

Madagascar est un pays fragile, en crise récurrente, présentant une détérioration des indicateurs de développement humain, de gouvernance et de résilience. La situation est caractérisée par un climat politique de méfiance persistante entre acteurs politiques et par l'inachèvement des réformes politiques qui auraient dû être mises en œuvre depuis le retour à l'ordre constitutionnel en 2014. Le processus de réconciliation nationale n'a pas enregistré des avancées significatives. Une loi sur la réconciliation, qui porte création d'un nouveau Conseil pour la Réconciliation Malagasy (CFM), a été approuvée en décembre 2016. Le nouveau Code de la communication médiatisée approuvé en 2016 a engendré des tensions avec les médias, car les journalistes critiquent la composition de l'Autorité Nationale de Régulation où l'Etat est majoritaire.

Les scores de Madagascar dans les différents indices de mesure de l'efficacité du système politique ou de la gouvernance politique ou démocratique font ressortir de faibles performances. Madagascar a réalisé un score de 4 au Country Watch Political Risk Index (2018) qui mentionne dans son rapport, entre autres, des problèmes de stabilité politique, de représentativité, de responsabilité et de corruption. Le Political Stability Index pointe du doigt des problèmes de gouvernance, d'ordre constitutionnel ou encore de garantie des droits de l'homme. Dans le « Rule of Law Index » de la Banque Mondiale, le pays est resté en négatif de 1996 à aujourd'hui et a perdu huit places sur l'indice de l'Etat de Droit 2017 -2018 du World Justice Project, plaçant le pays au rang de 98ème sur 113 pays. The Fund for Peace de 2017 sur l'indice des Etats fragiles place Madagascar au 55ème rang sur 178 pays.

Les analyses¹ tendent à soutenir que la fragilité des institutions trouve ses racines dans une centralisation « excessive » du pouvoir, une faiblesse des contre-pouvoirs, une société civile fortement politisée et concentrée dans les milieux urbains, une collusion permanente entre le milieu politique et celui des affaires, une armée omniprésente dans la gestion des affaires politiques et de l'Etat et une inefficacité des mécanismes de contrôle et de redevabilité.

Le sentiment d'insécurité n'est pas seulement général à Madagascar, mais il est intimement lié à une forme de défiance progressive de la population vis-à-vis des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) du pays. Le manque de confiance s'est accru et les populations ont tendance à se méfier des FDS, ces dernières perçues comme faisant partie des risques à leur sécurité. D'après la récente enquête d'Afrobaromètre à Madagascar menée entre janvier et mars 2018, trois-quarts des Malgaches perçoivent une plus ou moins grande corruption à Madagascar et que les plus corrompus sont, d'après la population, les policiers et les gendarmes (44%) (cf. Communiqué de presse du COEF Ressources),

Enfin, la préparation des élections présidentielles de novembre et décembre 2018 a fait l'objet de tensions entre les acteurs politiques avec l'adoption controversée de nouvelles lois électorales en avril 2018 ayant déclenché une crise politique qui est arrivée à son

¹ FREMIGACCI, Jean (2014), Madagascar ou l'éternel retour de la crise

apogée avec la mise en place d'un gouvernement de transition consensuel et la nomination d'un Premier Ministre proposé par l'opposition.

C'est dans ce contexte de crise d'avant les élections que le projet PEV, financé sur l'ICSP de l'UE, vient à point pour « contribuer à créer un climat apaisé en mettant en place des actions de dialogue et de collaboration multi-acteurs, un dialogue inclusif avec l'implication de tous les acteurs à tous les niveaux de la société malgache ». A cet effet, « les organisations de la société civile et les médias ont été sollicités pour fournir leurs contributions, créer des liens entre les différents acteurs et des passerelles entre ces acteurs et la population en général ».

1.3. Conception du projet d'Appui à la prévention et à la gestion des conflits et violences potentiels liés aux élections

• Contexte préalable de la conception du projet PEV

Le projet PEV intervient après deux projets successifs d'appui au processus électoral, dont i) le projet d'appui à la crédibilité et à la transparence des élections à Madagascar (PACTE) et ii) le projet « initiative citoyenne pour la consolidation de la paix, leadership et stabilité » (INCIPALS).

De ces deux projets, l'on peut noter que les activités portaient sur la sensibilisation, la formation et le renforcement des capacités de la société civile et des médias. Un des résultats significatifs et une initiative considérée comme originale et pérenne du PACTE a été le système de monitoring des médias. Quant au projet INCIPALS, il était axé dans la mise en place d'un pool de formateurs et d'un réseau de jeunes engagés pour la paix (Jeunes Voix Malgaches pour la Paix), lorsqu'on sait que, dans l'histoire de Madagascar, les jeunes ont constitué un réservoir de manipulation politique. Dans le cadre de ce projet qui avait comme objectif de contribuer à la création d'un climat apaisé et à la consolidation du processus de démocratisation, l'accent a été mis sur un programme de renforcement des capacités des OSC, des jeunes et des femmes dans la prévention des conflits et la construction de la paix et la promotion des espaces de dialogues : débats entre les différentes composantes de la société.

Il convient également de souligner que le projet PEV a bénéficié des réalisations du projet régional « Preventing electoral violence in the SADC region », dont l'objectif est de prévenir la violence électorale dans les pays de la SADC par le biais de renforcement des capacités en matière de prévention de conflit et de construction de la paix et en mettant en place un observatoire de la violence électorale en charge de mener des recherches et des activités de sensibilisation dans ce domaine.

Enfin, une étude sur « Violences électorales à Madagascar – Consolider le rôle des acteurs électoraux dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits » a été effectuée. Cette étude a été effectuée pour une meilleure connaissance et compréhension des problématiques de violences électorales à travers l'histoire postcoloniale malgache tout en s'inscrivant dans une démarche comparative.

• Approche du cycle électoral

La méthodologie de conception et de planification du projet reposait sur l'approche du cycle électoral qui permet de couvrir toutes les phases du processus mais qui va également au-delà afin de prendre en compte la multiplicité des acteurs et facteurs qui interagissent dans le processus politique et électoral. Cette approche a permis d'identifier les périodes de conflits, les situations de conflits et donc les phases fragiles du

processus en se basant sur les données et les analyses effectuées dans le cadre de l'étude citée plus haut et commanditée par le projet.

- **Le soutien européen**

Le soutien européen peut être concrétisé grâce à des instruments de financement tels que l'Aide Humanitaire, l'Instrument pour le Partenariat, l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), l'Instrument contribuant à la stabilité et la paix (IcSP), etc.

L'instrument le plus utilisé dans les pays en développement est l'IEDDH. S'agissant de l'IcSP, cet instrument est plus utilisé dans les pays les plus fragiles pour ce qui est de la paix.

Le projet PEV a bénéficié d'une subvention à 100% de l'Union européenne au titre de l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix. Il est référencé en tant que « Contrat de subvention ICSP/2017 – 394-647 ». La proposition du projet d'ECES a été signée le 27 décembre 2017 pour un montant total, y compris les deux avenants, de 1 348 661,17 euros portant le projet jusqu'à fin octobre 2019.

- **Méthodologie LEAD**

La méthodologie LEAD, développée par ECES, a été utilisée pour le renforcement des capacités des parties prenantes et a pour objectif le développement des capacités à l'intersection entre le leadership et la gestion de conflit tout en leur donnant les ressources et compétences nécessaires pour répliquer cette formation et ainsi garantir la durabilité du programme. La formation LEAD aborde la façon dont les acteurs impliqués dans le cycle électoral peuvent accroître leurs compétences en leadership et maîtriser les outils permettant d'empêcher l'escalade de conflit lié au cycle électoral. La méthodologie utilisée met en avant l'apprentissage par les pairs et interactif à travers l'échange d'expériences entre les différents groupes représentés. La formation a utilisé des documentaires développés dans les projets antérieurs afin de susciter les débats à travers des exemples du contexte du pays.

- **La flexibilité**

La flexibilité est un autre fil conducteur de la méthodologie proposée, qui vise à s'adapter aux besoins spécifiques qui seront exprimés par les bénéficiaires du programme et au contexte politique et électoral potentiellement volatile. L'action se veut également innovatrice tant par son approche qu'à travers les outils de formation et de sensibilisation. L'approche « bottom-up », de la base vers le haut et de proximité, se manifeste en travaillant directement avec les communautés de base non seulement pour les sensibiliser quant à la prévention de conflit et de consolidation de la paix mais également pour créer les espaces de dialogue pour trouver les solutions à la création d'un climat apaisé au niveau local.

- **Les partenaires du projet**

Il a été fait appel à des tiers pour réaliser des activités spécifiques cruciales pour réalisation des objectifs du projet PEV. Trois organisations nationales ont été sélectionnées sur la base des expériences réussies dans des projets antérieurs d'ECES

et ont fait l'objet de contrats de subventions aux tiers. Il s'agit des organisations suivantes :

1) KMF – CNOE

KMF – CNOE concentre ses actions dans la promotion et le renforcement de la démocratie à travers les observations des processus électoraux qui se sont succédé et les campagnes d'éducation civique et électorale menées par ses membres locaux jusque dans les communautés de base. Les membres de KMF – CNOE disposent de connaissances de base sur la démocratie, les droits et devoirs civiques et politiques des citoyens et sont reconnus par les acteurs locaux.

KMF – CNOE possède un réseau national de personnes ayant l'expérience i) dans les dialogues communautaires comme outil de prévention de conflits (identifier les problèmes et obstacles à la base avec un public multi-acteur et trouver ensemble les solutions et les plans d'action communs), ii) dans l'observation et la sensibilisation électorale. Certains membres de KMF – CNOE ont été déjà formés en LEAD.

Enfin, KMF – CNOE a travaillé avec ECES dans le cadre du projet PACTE en 2013 et a bénéficié de renforcement des capacités.

2) Liberty 32

Liberty 32 est une organisation malgache de bénévoles, pratiquant de la recherche-engagement, axée sur la participation civique et politique des citoyens, promouvant la gouvernance effective et l'Etat de droit, l'empowerment des femmes et des jeunes et la culture du volontariat. La vision de l'association est « Des citoyens malgaches exigeants, résistants, porteurs de changement durable ». A noter leur implication dans la promotion d'une culture de paix et de tolérance, avec des membres spécialisés dans les actions de prévention de conflits.

3) La Coalition des Radios pour la consolidation de la paix

La Coalition des radios pour la consolidation de la paix regroupe 30 radios dans 11 régions du pays. L'objectif premier est de professionnaliser et revaloriser les métiers de la radio et d'en faire une tribune d'expression et de participation citoyenne. La Coalition des radios a pour mission de promouvoir la culture de la pax, la liberté, la dignité, l'unité et la participation citoyenne à travers des actions de communication, d'éducation et de renforcement de capacités des parties prenantes au développement de Madagascar. Elle a développé des expériences concluantes en production d'émissions, magazines, théâtres radiophoniques, spots et autres formats radiophoniques et possède des expériences en organisation de débats médiatisés ainsi qu'un studio de production. Cette structure sera impliquée pour la réalisation de productions radiophoniques comme outils de sensibilisation et d'information.



Photo : Emission n° 6 Réseaux sociaux (1)



Emission n°13 Election communale

Le projet PEV a travaillé avec certains partenaires logés et directement gérés par l'unité de gestion du projet. Il s'agit de :

- **L'ONG « Communication – Idea – Development »**, créée en août 2016 par une équipe de jeunes communicateurs désireux d'apporter une contribution active au renforcement du processus de démocratisation, à la promotion des droits fondamentaux et au développement des médias. Le monitoring des médias constitue la base de toutes les activités de CID, dont elle a acquis une expertise certaine à partir des projets dans lesquels elle est intervenue.
- **L'AUProG ou Association des Universitaires pour la Promotion du Genre** est un groupement national de personnes engagées (enseignants et étudiants) pour la promotion du Genre, des Droits humains, de la Paix et du Développement, de la lutte contre toute forme d'oppression et de discrimination au niveau de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la lutte contre toute forme de violence basée sur le genre, de l'égalité et de la justice, en milieu universitaire. L'Association soutient et appuie les recherches et formations en Genre et Développement.

- **Les acteurs directement et/ou indirectement liés à la tenue des élections**

- **La Commission électorale nationale indépendante (CENI)**

Entité nationale en charge en premier lieu de l'organisation des élections, un accord de partenariat a été signé le 22 mai 2018 détaillant les différents aspects de collaboration entre la CENI et le projet. Elle a été contactée lors de la formulation du document de projet avec des va-et-vient entre la CENI et la coordinatrice du projet afin de clarifier tous les points de collaboration entre les deux parties. Plusieurs rencontres bilatérales ont été organisées et l'équipe du projet est systématiquement invitée à toute activité d'information de la CENI.

- **Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID)**

Autre acteur important pour les élections, des rencontres bilatérales ont également eu lieu avec des représentants de ce ministère. A titre d'exemple, la réalisation du Guide des Citoyens sur la collaboration des acteurs en vue d'un climat électoral apaisé.

Par ailleurs, le projet PEV a travaillé de façon étroite avec les ministères en charge de chaque force (Armée, Gendarmerie, Police) afin de solliciter leur collaboration non seulement dans la réalisation de certaines activités spécifiques mais aussi dans les différents cadres d'échanges et en tant qu'institutions clé pour donner les réponses aux alertes partagées. Ces institutions sont impliquées dans le dispositif d'alerte précoce comme source de recoupement des informations et pour partager les informations recueillies afin de contribuer aux réponses à donner aux foyers de tensions identifiées. A noter que le guide cité plus haut a été élaboré conjointement avec des représentants des FDS.

- **Approche genre**

Alors que les femmes représentent environ 51% de la population malgache, elles semblent conscrites dans une culture exclusive qui placerait l'homme comme l'autorité sur laquelle la société devrait s'appuyer. Sur les 64,5% de la population malgache analphabète, 61% sont des femmes. Le taux actuel de femmes à l'Assemblée nationale est encore faible. L'on voit peu de femmes dans les instances de décision.

Dans le cadre du projet INCIPALS, ECES a pu identifier des femmes engagées pour jouer un rôle actif dans la société en tant que promotrice de la paix et de la stabilité.

Aussi, le projet PEV a-t-il fait d'une de ses priorités la promotion de l'égalité de genre et la participation des femmes, d'autant plus qu'il existe des organisations et des réseaux de femmes qui œuvrent dans la promotion de la paix et de la tolérance.

Une attention particulière afin d'inclure les femmes et d'introduire des modules spécifiques dans les différentes activités de formation et de dialogue et par rapport au rôle et à la place de la femme dans les actions de prévention de conflits. Ainsi, le dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide a développé une méthodologie permettant de disposer des données spécifiques concernant la place des femmes dans le phénomène de la violence électorale. Cependant, quelques cas interpellent, tendant surtout à témoigner de la non-exclusivité des agressions physiques et verbales aux hommes et surtout, l'implication « personnelle » de femmes parlementaires ou des candidates.

De la même façon, l'outil de monitoring des médias et donc l'analyse du discours et du contenu des médias tient compte de la place spécifique de la femme dans le paysage politique et les conflits qui y sont liés. Les résultats de l'analyse des données du système et de monitoring des médias confirment l'analyse de départ i.e. la place plutôt réduite, voire péjorative, de la femme dans la vie politique. Ces résultats seront utilisés dans les actions de sensibilisation et de plaidoyer à travers les émissions et produits audiovisuels et de débats, afin de contribuer au changement de la place et du rôle de la femme.

- **Bénéficiaires**

Les bénéficiaires directs du projet sont les suivants : Les coordonnateurs, les points focaux ou les lanceurs d'alerte issus de 33 OSCs (Organisation confessionnelle, mouvement de scoutisme, association culturelle, association des étudiants,...), les acteurs médiatiques, les jeunes (OSC, partis politiques, CENI, étudiants, les FDS, les participants aux cadres de concertation et aux débats multi-acteurs.

Les bénéficiaires indirects sont constitués de la population en général.

- **Objectifs global, objectif spécifique, résultats attendus et activités**

Cf. Matrice des réalisations en annexe

2. Le projet au regard des critères d'évaluation

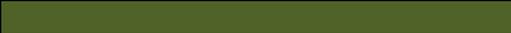
En conformité avec la méthodologie de la Commission Européenne, l'équipe des évaluateurs a repris les cinq critères présentés dans les termes de référence: pertinence, efficacité, efficience, impact et viabilité et a pris en compte deux critères spécifiques à l'UE financeur du projet : Cohérence et visibilité.

Pour chaque critère, les termes de référence présentaient des questions auxquelles une réponse a été apportée sur la base des analyses de documents, des différentes productions du projet et des entretiens menés à Antananarivo, à Toamasina et à Fianarantsoa.

Une réponse argumentée est apportée à chaque question qui obtient une note d'évaluation représentée par un code couleur.

Un travail similaire d'évaluation du cadre logique a été effectué par l'équipe d'évaluateurs et est annexé au rapport.

Un système d'appréciation en code couleur a été mis au point pour apprécier l'atteinte ou de la non-atteinte des objectifs, des résultats et de la réalisation ou de la non-réalisation des activités. Ce système d'appréciation a été développé sur la base du système utilisé pour le suivi des projets et programmes financés par l'UE et explicité dans le Manuel de Suivi Orienté sur les résultats (ROM Handbook – Results Oriented Monitoring – January 2017, version 4.0, Directorate general for International Cooperation and Development. Cependant, le système utilisé pour l'évaluation du projet PEV sera un peu plus développé afin de pouvoir appréhender de la manière la plus fidèle et objective possible l'appréciation à attribuer à chaque critère.

Appréciation	Code couleur
Très Satisfaisante	
Satisfaisante	
Acceptable	
Insuffisante	
Echec	

2.1. Pertinence

Appréciation du critère Pertinence :

Très satisfaisante

Le projet PEV est évalué comme très pertinent au vu de la crise politique ponctuée de manifestations violentes que Madagascar a connue au début de l'année 2018. Ses objectifs correspondent aux priorités et aux politiques du groupe ciblé et aux partenaires ainsi qu'au bailleur du projet. Les activités menées et les résultats escomptés sont jugés compatibles avec la finalité globale et l'impact escompté.

Les questions relatives au critère de la pertinence du projet sont les suivantes :

- i) Dans quelle mesure les objectifs du projet correspondent aux priorités et aux politiques du groupe ciblé, des partenaires et du bailleur du projet ?
 - ii) Est-ce que les activités menées et les résultats observés sont-ils compatibles avec la finalité globale et l'impact escompté ?
- i) Dans quelle mesure les objectifs du projet correspondent aux priorités et aux politiques du groupe ciblé et des partenaires du projet ?**

La Politique Générale de l'Etat (PGE), présentée en mai 2014, « vise à bâtir une société malgache moderne et prospère, respectueuse de la dignité humaine et des droits de l'homme. Le combat contre la pauvreté, la vulnérabilité et la précarité est la priorité des priorités. Elle devra déboucher sur une croissance et un développement inclusif et durable en tenant compte des priorités des régions pour éradiquer le déséquilibre régional ».

Cette PGE a été, par la suite, traduite en Paikady Natao Dinasa ou Plan National de Développement (PND) portant sur la période 2015 – 2019. Le PND comporte 5 axes stratégiques suivants : 1) Axe 1 « Gouvernance, Etat de droit, sécurité, Décentralisation, Démocratie, Solidarité nationale » ; ii) Axe 2 « Préservation de la stabilité macroéconomique et appui au développement » ; iii) Axe 3 « Croissance inclusive et ancrage territorial de développement », iv) Axe 4 « Capital humain adéquat au processus de développement » et v) Axe 5 « Valorisation du capital naturel et renforcement de la résilience aux risques de catastrophes ».

S'agissant plus précisément de l'axe 1, un des programmes prioritaires de la Présidence portait sur la mise en œuvre des activités d'appui au cycle électoral à Madagascar et l'entité nationale, première bénéficiaire de ces activités est la CENI en charge d'organiser les élections. Elle est responsable, avec l'appui d'autres institutions nationales telles que les ministères en charge de la sécurité, de la défense etc., du bon déroulement des élections.

Par ailleurs, à cause du climat de méfiance persistante entre acteurs politiques et de l'inachèvement des réformes politiques qui auraient dû être mises en œuvre depuis le retour à l'ordre constitutionnel en 2014, la situation politique, au lendemain du rejet des lois électorales d'avril 2018 par la HCC le 03 mai 2018, est sujette à de nombreuses incertitudes. Les tensions liées à l'organisation des élections présidentielles de 2018 résument en elle-même la fragilité des institutions malgaches et les risques de dérapage tels que les conflits entre partis politiques avec leurs partisans sont nombreux et peuvent dégénérer en des violences incontrôlables dont les conséquences auront des retombées négatives sur la population.

Le projet PEV, dont l'objectif ultime est de contribuer à la prévention de conflits et la construction de la paix en appuyant et accompagnant la société civile et autres acteurs clé dans la création d'un processus électoral apaisé, répond à la nécessité et aux besoins non seulement de ces institutions ayant des responsabilités différentes dans l'organisation des élections mais aussi aux aspirations de la majorité de la population malgache pour que les élections puissent se tenir dans un climat de paix et de sérénité.

Un travail important et qualitatif de consultation et d'implication des acteurs en charge du processus électoral, tels que la CENI, le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, des Ministères en charge des FDS, de la CNIDH, du CFM ainsi que de certaines OSC, a eu lieu en amont et en aval, durant la formulation, la mise en œuvre du projet et à la fin

du projet. En effet, Le projet a été conçu et les objectifs validés, sur la base des échanges avec les institutions chargées des élections. Le projet s'est inscrit dans un cadre concerté multidimensionnel et multi-acteurs pendant sa mise en œuvre. L'approche participative a été privilégiée.

Les partenaires du projet PEV ont été sélectionnés non seulement de par leur mission, leur mandat ainsi que les objectifs prônés des associations mais également des expériences réussies avec les projets antérieurs mis en œuvre par ECES. Le transfert des capacités effectué au bénéfice des partenaires a été suivi d'une cascade d'actions de transfert sur le terrain.

Le projet a mis en place un comité de pilotage, composé par des représentants du projet, des partenaires clés de la société civile et des médias, qui constitue le responsable politique du projet. Le comité de pilotage se réunit de façon régulière avec les acteurs clé concernés par la réponse à d'éventuels foyers de tensions i.e. les FDS et l'administration électorale.

Par ailleurs, un Comité d'Echanges et de Conseils a été également mis en place et dont l'objectif global est d'échanger sur les informations disponibles et ce, afin d'établir des réponses adéquates au plus haut niveau dans un esprit de coordination et complémentarité : Présenter les résultats de la situation room et les réalisations du projet, partager les informations et les initiatives régionales et/ou locales reçues, discuter sur les futures actions et impliquer tous les acteurs.

Les entretiens et les réalisations ont démontré une appréciation très positive de la part des acteurs, des partenaires, des autorités régionales et des bénéficiaires vis-à-vis du projet PEV ainsi que de la manière dont le projet a été mis en œuvre.

L'évaluation note la correspondance des priorités et des politiques du groupe ciblé et des partenaires à - Très satisfaisante

Dans quelle mesure les objectifs du projet correspondent aux priorités et aux politiques du bailleur du projet ?

L'UE a mis en place l'instrument « IEDDH » consistant à fournir une aide au développement et à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi qu'au respect de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'IEDDH est l'instrument phare de l'Union en matière de promotion des droits de l'Homme. Il a été lancé en 2006, remplaçant l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme (2000-2006). L'IEDDH comprend deux grands objectifs qui sont : i) le développement et consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit et, ii) la promotion et la consolidation des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

C'est dans le cadre de cet instrument que l'UE a appuyé financièrement le Mouvement Rohy au niveau de deux projets : 1) Projet FANOA (Fifidianana Andraisan'ny olompirenena Andraikitra) dont l'objectif est de renforcer la participation citoyenne, notamment celle des jeunes et des femmes et l'accès à l'information dans les élections ; 2) Projet FANDIO (Fifidianana Antoka ho an'ny Daholobe Ifantenana Olombanona) dont l'objectif est de renforcer le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques, la transparence et la redevabilité dans le cadre du processus électoral.

Des réunions de coordination et de partage d'information sont organisées régulièrement. Pour le fonctionnement de la Situation Room, une étroite collaboration a été mise en place afin de s'assurer le partage en temps réel des informations vu le caractère complémentaire avec la Situation Room organisée par les deux projets.

Cependant, compte tenu de la spécificité de la situation politique qui a prévalu à l'époque à Madagascar, héritée des différentes crises politiques de façon presque récurrente tous les dix ans et plus particulièrement des tensions entre les acteurs politiques à la veille des élections présidentielles et du classement de Madagascar parmi les pays les plus fragiles pour ce qui est de la paix, ECES a proposé et l'UE a approuvé dans le cadre de l'IcSP le projet d'Appui pour la prévention et la gestion des conflits et violences potentiels liés aux élections.

Les objectifs du projet PEV sont conformes i) à l'objectif global de l'ICSP (Règlement (UE) N° 230/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument contribuant à la stabilité et à la paix) qui est d'apporter un soutien direct aux politiques extérieures de l'Union par l'accroissement de l'efficacité et de la cohérence des actions de l'Union dans les domaines de la réaction aux crises, de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix et de la préparation aux crises, ainsi que de la lutte contre les menaces mondiales et transrégionales et ii) à l'un des objectifs spécifiques qui est de contribuer à prévenir les conflits et à garantir une capacité et un degré de préparation suffisants en vue de faire face aux situations d'avant-crise et d'après-crise et de consolider la paix.

L'évaluation note la correspondance aux priorités et aux politiques du bailleur à - Très satisfaisante

ii) Est-ce que les activités menées et les résultats observés sont-ils compatibles avec la finalité globale et l'impact escompté ?

L'objectif global du projet est de contribuer à la prévention et à la gestion de conflits et violences potentiels liés aux élections en appuyant et accompagnant la société civile et autres acteurs clé dans la création d'un processus électoral apaisé.

L'objectif spécifique est le renforcement des capacités de la société civile, des médias et autres parties prenantes, y compris les forces de sécurité, à travers le dialogue, la mise en place d'une confiance mutuelle et la collaboration dans la prévention de conflits et violences potentiels liés aux élections.

D'une part, l'analyse du document de projet montre qu'il y a une correspondance entre les extrants, les activités à réaliser pour atteindre ces extrants et les produits, résultant de la réalisation de ces activités. D'autre part, l'analyse du cadre logique avec des indicateurs bien définis démontre également qu'il y a un alignement clair entre les extrants et les indicateurs.

Pour atteindre l'objectif global ainsi que l'objectif spécifique, une vingtaine (21) d'activités ont été prévues et menées pour atteindre les trois extrants attendus avec une vingtaine de produits spécifiques aux activités. Toutes les activités prévues ont été réalisées et, même dans plusieurs cas, les indicateurs ont largement dépassé ceux escomptés.

Le projet a positionné trois extrants : 1) Un mécanisme de prévention de conflit est opérationnel à travers la mise en place d'un outil d'alerte précoce et d'alerte rapide ; 2) Des initiatives de dialogue et de concertation sont réalisées entre les OSC, médias et

l'administration électorale et les forces de sécurité pour encourager la confiance et ces dernières sont sensibilisées quant à leurs rôles et responsabilités ; 3) Le journalisme sensible aux conflits est appliqué et le monitoring des médias est opérationnel en tant qu'outil d'alerte précoce et de réponse rapide et un public plus large pour la paix et la tolérance est sensibilisé.

Les trois extrants positionnés ont tous été atteints.

Les activités menées et les résultats atteints ont contribué à l'atteinte des objectifs global et spécifique du projet.

Cette atteinte de l'objectif spécifique sera démontrée dans le cadre de l'analyse des critères d'efficacité, d'impact et de durabilité. Elle sera relatée dans la matrice de réalisations et dans le cadre logique en annexe du rapport.

L'évaluation note la compatibilité des activités menées et des résultats observés avec la finalité globale et l'impact escompté à – Très satisfaisante

2.2. Efficacité

Appréciation du critère Efficacité :

Très satisfaisante

Le projet PEV Madagascar est évalué comme efficace, ses objectifs ont été réalisés, les activités et les produits atteints ont largement dépassé les résultats escomptés.



Photo : Sensibilisation d'appel au calme et d'incitation au vote

Les questions relatives au critère de l'efficacité du projet sont les suivantes :

Dans quelle mesure les objectifs du projet ont été réalisés et quelles ont été les principales raisons de la réalisation ou de la non-réalisation des objectifs?

Le projet comprend un objectif global, un objectif spécifique, trois extrants, 21 activités et 21 produits.

Le projet a couvert six provinces, 22 régions et 72 districts.

Les bénéficiaires directs du projet sont : i) 19 coordonnateurs dont 11 jeunes, ii) 194 points focaux dont 103 jeunes, iii) 172 acteurs médiatiques, iv) 197 jeunes (OSC, partis politiques, CENI, étudiants,...), v) 373 FDS, vi) 3 870 participants aux cadres de concertation et de dialogue, aux débats multi-acteurs. (OSC, partis politiques, CENI, FDS, étudiants,...).

Ci-dessous nous mentionnons quelques réalisations du projet, sans pour autant être exhaustif.

Le projet a mis en place un dispositif d'alerte précoce et de réponse pleinement opérationnel en collaboration étroite avec 33 OSC avec la mise en fonctionnement d'une cellule de veille ou Situation Room.

Le projet a renforcé l'unité de monitoring des médias et des violences, pleinement opérationnelle.

Des émissions audiovisuelles telles que les émissions radiophoniques ont été diffusées dans 30 stations radios et des spots TV diffusés à la TVM (10 diffusions par spot).

Des espaces de dialogue ont été organisés : i) 6 ateliers d'échanges multi-acteurs avec les FDS dans les provinces, ii) 11 débats au niveau régional, iii) 30 cadres de concertation au niveau des districts, iv) 11 cadres communautaires au niveau Fokontany, v) 30 cadres de concertation au niveau de la commune. 55 résolutions communes adoptées.

Des initiatives des jeunes après les séminaires avec l'organisation d'une campagne multimédia sur la paix (10 émissions radio actives en direct), 13 sensibilisations de rue, 6 Flash Mobs dans six provinces, 13 débats dans 9 districts.

Plusieurs publications dont : 1) une étude sur la gestion de la violence électorale pour la consolidation de la démocratie à Madagascar en 760 exemplaires, 2) Un guide des citoyens sur la collaboration des acteurs en vue d'un climat électoral apaisé en 8270 exemplaires.

Comme déjà annoncé précédemment, pour ne pas alourdir le corps du rapport final, une matrice de réalisations du projet est annexée au rapport où l'on pourra retrouver plusieurs réalisations effectuées au niveau des extrants, des activités et des produits. En effet, l'équipe d'évaluation n'a pas eu en main toutes les informations car le rapport final du projet n'était pas encore finalisé au moment de la mission. De plus, le cadre logique qui a fait l'objet d'évaluation, y inclus les objectifs global et spécifique, se trouve également en annexe.

Afin de répondre à la question relative à l'efficacité du projet, deux parties distinctes seront traitées :

2.2.1. Les bonnes pratiques et les raisons d'efficacité du projet

✓ Continuité des interventions d'ECES

Comme il a été souligné plus haut, le projet PEV s'est construit sur les réalisations, les expériences et la capitalisation des acquis des projets antérieurs appuyés par l'Union européenne en matière d'appui au processus électoral à Madagascar. Il s'agit i) du Projet PACTE dans le cadre duquel des initiatives qui ont démontré leur utilité et la possibilité de leur pérennité, telles que le monitoring des médias, ont été exploitées dans le cadre du projet PEV ; ii) du projet INCIPALS qui a permis le renforcement des capacités des OSC, des jeunes et des femmes dans la prévention des conflits et la construction de la

paix, la promotion des espaces de dialogues/débats entre les différentes composantes de la société. Les compétences du pool de formateurs et le réseau de jeunes engagés pour la paix créés dans le cadre du projet INCIPALS ont été aussi exploitées ; iii) du projet régional « Preventing electoral violence in the SADC region, a project in support of the SADC-ESN network” en faveur des organisations de la société civile dans la région de la Communauté de Développement d’Afrique australe (SADC) : Renforcement des capacités en matière de prévention de conflit et de construction de la paix et mise en place d’un observatoire de la violence électorale en charge de mener des recherches et des activités de sensibilisation dans ce domaine.

De plus, le projet PEV s’est appuyé également sur le manuel spécifique sur la prévention des conflits électoraux et les leçons apprises des 14 pays de la SADC.

✓ **Choix des partenaires**

Le choix des partenaires a été fait de telle sorte que le projet puisse assurer au maximum l’atteinte des résultats, i) non seulement parce qu’ils étaient des partenaires des projets antérieurs, ii) mais aussi des partenaires qui ont les mêmes vision et objectif de contribuer à la paix et à la stabilité du pays, iii) mais de plus, ces partenaires ont les capacités, les compétences et surtout la confiance pour créer des liens et des passerelles entre les acteurs (FDS, CENI, partis politiques, autorités régionales et locales, jeunes) et la population en général.

Ces partenaires ont chacun leurs spécificités d’organiser soit des cadres de dialogues et de concertation pour rassembler des acteurs de différents horizons, pour permettre les échanges libres, les recherches collectives de solutions, soit des émissions radiophoniques aux fins d’information, de sensibilisation, d’appels au calme, à la paix, à la participation au vote, soit de mobiliser et sensibiliser les jeunes pour un engagement civique et être des acteurs et s’intéresser aux débats politiques. Des réseaux de jeunes ont été créés dépassant les questions électorales, première préoccupation du projet.

✓ **Stratégie adéquate et performante de conception, de mise en œuvre (de proximité) et de suivi du système d’alerte précoce et de réponse rapide**

Un voyage d’études au Sénégal a été organisé pour quatre personnes membres des organisations partenaires du projet (KMF – CNOE, Liberty 32, Coalition des radios, unité de monitoring des médias) et un représentant d’ECES.

L’objectif du voyage d’études était de s’imprégner des bonnes pratiques en matière d’alerte précoce et de réponse rapide comme outil de prévention de conflits.

Les facteurs de succès du dispositif d’alerte précoce et de réponse rapide mis en place au Sénégal sont : i) la synergie d’actions de tous les acteurs de la société civile qui ont développé une compétence réelle en matière électorale, les autorités et les autres parties prenantes du processus électoral, ii) la mise en place et l’optimisation d’un système d’alerte précoce et de réponse rapide, iii) le recueil des informations crédibles permettant des actions de réponse rapide auprès des acteurs concernés.

Des rencontres avec les membres de la plateforme de la société civile pour les élections, avec les autorités électorales, les autorités politiques, les personnalités influentes et des acteurs sur le terrain ont été tenues.

Par ailleurs, des échanges avec des experts internationaux (Mali, Burkina Faso et Sénégal bien sûr) ont alimenté la configuration du système pour être adapté au contexte malgache et la finalisation de la mise en place du système et la phase test ont été réalisées avec l'appui technique d'un expert du Mali.

Le voyage d'études a amené ces responsables à tirer les leçons de ce qu'ils ont appris et vu, à faire des propositions pour réorienter le projet dans le sens de la nécessité de recruter des points focaux ou lanceurs d'alerte pour être un des piliers du dispositif.

Le dispositif mis en place est un outil de 1) surveillance, suivi et signalement des incidents de violence liés aux élections ; 2) collecte de données et analyse permettant de prévenir, d'anticiper les conflits liés aux élections ; 3) contribution à la gestion et à la résolution des conflits et à l'amélioration des systèmes électoraux mais surtout à instaurer un climat d'apaisement dans le cadre du processus électoral en cours.

Le fonctionnement de ce dispositif comptait sur la mise en place de coordonnateurs issus des organisations partenaires (Liberty 32 et KMF – CNOE) et des points focaux appelés aussi lanceurs d'alerte dans les régions d'intervention du projet. Ces coordonnateurs (19 coordonnateurs dont 7 femmes, 11 jeunes) et points focaux (194 points focaux dont 103 issus de 33 OSC) ont été sélectionnés suivant certains critères et formés.

✓ **Implication inclusive des entités nationales et structures nationales et internationales concernées par la problématique des conflits et violences liés aux élections**

Comme déjà mentionné plus haut, la formulation et la mise en œuvre du projet PEV a vécu l'implication des acteurs principaux tels que la CENI, les hauts responsables des ministères en charge de l'Armée, de la Gendarmerie et de la Police, du MID, de la CNIDH etc.. Des consultations avec les OSC ont eu également lieu.

Les objectifs du projet avec comme résultat fondamental la mise en place et le fonctionnement du mécanisme d'alerte précoce et d'alerte rapide ont été discutés avec et validés par les acteurs en charge des élections.

La plateforme Alerte Mada, qui a connu deux versions, et faite pour répondre aux besoins du public cible, consiste principalement à rendre disponibles et accessibles les informations locales venant du terrain ainsi que les contenus des analyses résultant des observations afin que les actions de réponses aux conflits et violences électorales soient davantage opportunes et pertinentes. Il convient de souligner ici qu'une rubrique dénommée **Flash Report** est mise en place sur la plateforme afin de rapporter le plus rapidement possible des situations déterminantes et ce, après un travail de recoupement rigoureux.

Les résultats issus de la plateforme ont été utilisés, d'une part, par les départements responsables dans l'organisation des élections (MID, FDS, CENI, etc.) afin de prendre les mesures adéquates pour remédier aux incidents afin d'éviter des dérapages incontrôlables, et d'autre part, par les acteurs de réponses qui sont principalement les stations membres de la Coalition des radios, les OSC partenaires (KMF - CNOE, Liberty 32 et AuPROG).

✓ **Initiatives des Jeunes**

L'implication des jeunes dans le processus de mise en place d'un environnement favorable pour la tenue des élections sans violence répond aux principes stipulés, entre autres, dans la Résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies traitant de l'importance des jeunes dans le processus de consolidation de la paix adoptée en décembre 2015 et dans la Charte Africaine de la jeunesse adoptée en juillet 2006 : Citation La jeunesse, de par son poids démographique, nantie de pensées et d'attitudes novatrices, constitue une force de changement lui conférant le statut de ressource stratégique de développement Fin de citation.

En effet, les jeunes sont des acteurs incontournables dans la sphère économique, sociale, environnementale et politique d'un pays. Ils ont été formés et sensibilisés pour être porteurs de messages de dialogue, de paix et d'incitation au vote.

Les partenaires Liberty 32 et AuProg qui s'engagent dans l'empowerment et la promotion des jeunes et des femmes ont été responsabilisés dans l'implication, la formation et la sensibilisation des jeunes.

Après la capitalisation des idées échangées durant les séminaires organisés en faveur des jeunes au niveau des 6 universités publiques pour consolider le réseau « Jeunes Voix Malgaches pour la Paix », des messages clés ont été identifiés et véhiculés : « Stop à la manipulation ! Non à la provocation ! Oui à la discussion ! ».



Photo : symposium de jeunes

✓ **Rapports réguliers de monitoring et partage massif de publications**

Une des caractéristiques clé du projet est d'entreprendre des analyses et sur la base desquelles, sensibiliser les médias pour que ces derniers renforcent leurs capacités à créer un climat d'apaisement.

Le projet produit régulièrement des rapports de monitoring, qui font l'objet de large diffusion, tels que les résultats du monitoring des médias pour l'élection présidentielle de 2018, la couverture médiatique de la campagne électorale de l'élection présidentielle, la communication politique sur Facebook durant la campagne électorale de la présidentielle etc.

A part les rapports de monitoring, le projet a produit des publications importantes sur i) la gestion de la violence électorale pour la consolidation de la démocratie à Madagascar ; ii) sur le Guide des citoyens sur la collaboration des acteurs en vue d'un climat électoral apaisé.

✓ **Organisation systématique d'ateliers de capitalisation**

Une particularité du projet PEV, que l'on ne voit généralement pas dans d'autres projets, est l'organisation systématique d'ateliers de capitalisation durant lesquels sont invités des représentants des partenaires du projet, des FDS, de la CENI, des coordonnateurs, des points focaux, des jeunes, des journalistes, des analystes médias, des OSC impliqués dans le dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide.

Ces ateliers sont mis à profit pour partager les résultats, les bonnes pratiques et les impacts du projet avec les différentes catégories d'acteurs.



Photo : Atelier de clôture



Atelier de capitalisation

✓ Situation Room le jour du scrutin

Pour renforcer les actions de prévention et de gestion des conflits liés aux élections, le projet PEV a mis en place une cellule de veille opérationnelle ou **Situation Room** qui repose sur le dispositif d'alerte précoce. L'objectif de la Situation Room consiste i) à signaler le jour du scrutin et en temps réel tout facteur potentiel ou tout incident de violence électorale relevé au niveau local et ii) à alerter les autorités compétentes ayant le mandat d'apporter des réponses afin que ces dernières puissent réagir le plus rapidement possible.

Le traitement d'informations et la transmission de renseignements constituent le pôle de collaboration entre les différents acteurs de la cellule de veille et d'alerte précoce.

Les autorités et les institutions concernées par la cellule de veille ont collaboré le jour du scrutin, i.e. la CENI, responsable des opérations électorales, les FDS, à travers le centre opérationnel de l'EMMO dans son rôle de sécurisation des élections, le CFM dans le cadre de son suivi de la Charte de bonne conduite des candidats en période électorale et enfin, l'observatoire Safidy du Mouvement Rohy, mis en place à travers les projets FANOA et FANDIO, dans le cadre de son suivi des mauvaises pratiques électorales.

2.2.2. Les grandes réalisations du projet

2.2.2.1. Etude sur la violence électorale pour la consolidation de la démocratie à Madagascar

Toute la stratégie du projet PEV a été bâtie sur les résultats d'une étude sur les risques potentiels, les « points chauds » et l'état des lieux des initiatives pour la prévention de conflits et la consolidation de la paix. Cette étude, réalisée avant le démarrage officiel du projet, a servi de base dans les différentes formations (coordonnateurs et points focaux) et dans les séminaires des jeunes. Elle a permis l'identification des acteurs, une cartographie des zones de violences,... Le projet a pu disposer d'informations claires et fiables pour la mise en place du système d'alerte précoce et de réponse rapide.

2.2.2.2. Mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce et de réponse rapide, qui inclut UMM/UMV

Le dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide constitue le produit-phare du projet PEV.

Ce dispositif né des expériences du Sénégal a été adapté au contexte malgache et a même été reconfiguré au vu des expériences vécues après quelques mois de fonctionnement.

Le mécanisme fonctionne avec du personnel formé, compétent et motivé, d'une part, par la fourniture d'informations et de données émanant de la base i.e. des coordonnateurs et des points focaux qui ont déjà fait l'objet de recoupement et d'autre part, par des analyses réalisées au niveau central i.e. au niveau de l'unité de monitoring des médias et de monitoring des violences. Ces données se retrouvent au niveau de la plateforme Alerte Mada qui sont, par la suite, exploitées pour des réactions de réponses éventuelles par les autorités liées directement à l'organisation des élections et/ou à la sécurisation des élections.

Ces données sont également exploitées au niveau du terrain car elles permettent aux partenaires d'adapter le contenu de leurs actions d'appels au calme et à des élections apaisées.

Le dispositif fonctionne avec l'appui de l'unité de monitoring des médias et des violences avec un responsable, un informaticien, des analystes aux niveaux central et régional.

2.2.2.3. Renforcement des capacités des partenaires et ses démembrements, des OSC, des médias, des jeunes etc.,

- i) les partenaires sont mieux outillés et à l'aise dans l'organisation des cadres de concertations et des débats multi-acteurs dans la prévention des conflits,
- ii) les FDS sont mieux armées quant à leurs rôles et responsabilités lors du cycle électoral,
- iii) les journalistes et les responsables des médias ont été formés pour être capables d'appliquer le journalisme sensible aux conflits – innovation due au PEV,

Selon Madame RATOONIRINA Tokiniaina, l'analyste média à Fianarantsoa « l'existence de la structure de l'unité monitoring média a permis de gérer les contenus médiatiques dans la ville de Fianarantsoa pendant les élections surtout législatives. Les journalistes font plus attention à leurs produits et utilisent moins les vocabulaires incitant aux conflits à travers les différents médias. Les journalistes

comprennent qu'une unité analyse et scrute les contenus médiatiques des stations radios et télévisions locales et appliquent les acquis dans les ateliers et formation à la prévention et à la gestion des conflits potentiels liés aux élections ».

- iv) des émissions radiophoniques ont été diffusées afin de cibler le maximum de citoyens, notamment les groupes les plus vulnérables et pour lesquels la radio est leur seul et unique accès à l'information. Des émissions comme i) la médiation par les acteurs nationaux, ii) le rôle des FDS et le rôle des médias dans la consolidation de la paix en période électorale, iii) FDS : guide pratique pour comprendre leurs rôles et responsabilités en période électorale ont été diffusés et ont vu la participation du CFM, de la CENI, des FDS etc.
- v) Des initiatives locales ont été réalisées par les jeunes telles que l'éducation par les pairs. Des réseaux de jeunes créés dépassant les questions électorales.

2.2.2.4. Renforcement des compétences et des capacités des FDS

Les actions de renforcement des compétences et des capacités des FDS méritent que nous en parlions dans ce rapport en tant qu'une des grandes réalisations du projet PEV. En effet, comme souligné au niveau du contexte national, les FDS ne sont pas en mesure de répondre pleinement aux besoins de sécurité de la population et sont souvent perçues par la population comme étant faibles, inefficaces et même parfois impliquées dans la perpétration d'abus et de violation des droits de l'Homme.

Cette méfiance est due à un niveau de corruption qui semble être élevé au sein des FDS, à leurs implications au niveau politique mais aussi à cause de leur image qui s'est ternie au fil des années.

Les FDS, tout comme les autres groupes-cibles du projet, ont bénéficié de formation dans les cadres de dialogue et d'ateliers d'échanges multi-acteurs pour la promotion d'un climat de paix et de tolérance au niveau de la base. Les domaines ciblés portent, entre autres, sur les lois électorales, la vulgarisation de ces lois, sur le respect de ces lois avant, durant et après les élections, le respect de la neutralité de l'administration et particulièrement la neutralité des FDS vis-à-vis des électeurs le jour du scrutin mais aussi leur engagement dans leurs rôles premiers qui est d'assurer la sécurité de la population. Les responsabilités de chaque catégorie d'acteurs pour le maintien d'un climat apaisé ont fait partie des thèmes et des résolutions prises durant ces cadres de concertation.

Les rencontres et les entretiens que nous avons eus avec les autorités régionales, les représentants des organisations partenaires ainsi qu'avec des représentants des FDS ont fait ressortir les constats suivants : i) Les FDS ont une meilleure idée de leurs rôles et leurs responsabilités durant le processus électoral ; ii) Les FDS ont appris et appliqué l'approche sur le respect des droits humains et l'approche de proximité ; iii) Les relations entre la population et les FDS ont changé avec un respect mutuel.

Mais il est clair que le projet n'a malheureusement pas pu atteindre une masse critique des FDS telle que l'on pourrait vivre un changement drastique de la situation.

2.2.2.5. Production du guide des citoyens sur la collaboration des acteurs en vue d'un climat électoral apaisé

Un guide de sensibilisation pour tous les acteurs, y compris la population en général, sur le rôle et les responsabilités des FDS et des autres acteurs dans la sécurisation du processus électoral et dans les actions de prévention de conflit a été élaboré en utilisant

l'approche participative qui a vu la participation des représentants de l'administration électorale, des FDS, du MID.

Le but de ce guide, outre le fait que c'est un guide qui va servir de référence, à chaque fois que c'est nécessaire, est de renforcer la confiance entre les FDS et les autres acteurs du processus électoral mais surtout la confiance entre les FDS et la population.

Le guide a été conçu (bandes dessinées, questions de réflexion etc. de telle sorte qu'il soit facile à lire et à comprendre. Le guide a été produit en 8270 exemplaires et distribué aux différents acteurs électoraux (CENI, FDS, MID, médias, OSC autorités locales, partis politiques, CFM,...).

2.2.2.6. Film documentaire

Un film documentaire a été produit par le projet, qui sera dans sa forme finale incessamment, dont l'objectif est de consolider et de valoriser les acquis et les résultats des différentes actions entreprises par le projet.

Ce film qui constitue un des héritages laissés par le projet permettra de faire connaître et de promouvoir l'expérience, en termes de prévention et d'appui à la gestion des conflits. Sont retrouvés dans ce film un aperçu du contexte politico-électoral national et local et des crises qui en ont résulté, les activités du projet, les préparatifs et les opérations électorales. Enfin, ont été diffusés les bonnes pratiques, les leçons apprises et les impacts du projet.

En résumé, nous pouvons conclure que les objectifs global et spécifique du projet ont été atteints et réalisés : 1) Le projet PEV a contribué à la prévention des conflits et violences liés aux élections en appuyant et accompagnant la société civile et les autres acteurs clés dans la création d'un processus électoral apaisé ; 2) Le projet PEV a renforcé les capacités de la société civile et des autres parties prenantes, y compris les FDS, à travers le dialogue, la mise en place d'une confiance mutuelle et la collaboration dans la prévention de conflits et violences liés aux élections.

L'on peut même conclure que les activités réalisées et les produits atteints ont dépassé largement les résultats escomptés.

L'évaluation note la réalisation des objectifs et les principales raisons de leur réalisation ou de leur non-réalisation comme - Très satisfaisante

2.3. Efficience

Appréciation du critère Efficience :

Satisfaisante

Le projet PEV est évalué comme efficient. Les ressources (humaines, matérielles et financières) mises à disposition ont été utilisées de manière appropriée pour atteindre les objectifs préconisés. Les coûts dédiés aux ressources humaines ne dépassent pas 30% de l'ensemble du budget. 61,1% du budget ont été destinés à la réalisation des activités du projet.

Les questions relatives au critère de l'efficience du projet sont les suivantes :

Dans quelle mesure les ressources (humaines, matérielles et financières) mises à disposition ont été utilisées de manière appropriée pour atteindre les objectifs préconisés ?

L'équipe du projet est composée d'une coordinatrice de projet, le seul membre de l'équipe qui a le statut d'expatriée, d'une Chargée de programme, d'un Assistant de projet, d'une responsable administrative et financière, de six Chargés des Finances, d'Administration et des Opérations, d'un informaticien qui appuie à la fois l'unité de gestion du projet et de l'UMM, ONG partenaire mais logée et gérée par le projet. Cette dernière est composée de sept responsables de monitoring des médias et de onze responsables de monitoring des violences. Une responsable de l'Association AuProG est également logée et gérée directement par le projet.

Le projet a signé des contrats dans le cadre de subventions aux tiers avec KMF – CNOE, la Coalition des radios pour la consolidation pour la paix et Liberty 32.

L'équipe a bénéficié du soutien d'experts internationaux et nationaux de courte durée et des acquis des projets antérieurs et régionaux.

Le projet ainsi que les activités du projet ont été bien planifiés. Le projet a été mené de manière flexible face à l'évolution de la situation politique mais surtout dans le but de maximiser l'impact des activités. Pour cela, on peut se référer à la refonte de la plateforme Alerte Mada afin de répondre aux besoins du public cible et aux objectifs du projet en début de campagne électorale.

Le projet a connu deux avenants dont le second avenant sans coût additionnel.

Le coût des ressources humaines pour le projet est de 29%, ce qui constitue un pourcentage acceptable car en dessous de la norme de 30%. La coordinatrice du projet et la Chargée de programme ont également fait office d'experts tout au long du projet.

Le coût de la mise en place de l'unité monitoring des médias et l'unité monitoring des violences électorales représente environ 9,5% du coût total du projet.

Les méthodes utilisées par le projet pour rendre opérationnelle l'unité a rendu ce critère d'efficacité possible comme le recrutement des points focaux bénévoles ou l'utilisation des moyens de signalement par SMS. L'existence du monitoring des médias, avant même le projet PEV, a joué aussi un rôle dans ce critère d'efficacité. Le dévouement et l'engagement des équipes du monitoring a permis de réduire les coûts : le logiciel utilisé par l'unité monitoring de la violence électorale par exemple a été conçu par l'équipe sans la moindre compensation financière.

Au niveau des activités du projet, la question d'efficacité s'est manifestée également au niveau du choix des partenaires de PEV.

Les partenaires tous qualifiés dans leur domaine ont facilité l'atteinte des objectifs mais surtout avec des coûts plus raisonnables. La qualification, l'existence de structure, la notoriété et les expériences des partenaires (Liberty32, KMF/CNOE et Coalition des radios) ont facilité la réalisation des différentes activités du projet d'autant plus que les partenaires sont déjà spécialisés dans leur domaine d'intervention

Il est à noter que les ressources financières allouées aux activités du projet représentent 61,1% de l'ensemble du coût total du projet.

Les ressources allouées pour atteindre les résultats attendus ont été suffisantes et certains objectifs ont été même largement dépassés par rapport aux prévisions.

A titre d'exemple, dans le but d'atteindre et de sensibiliser un public le plus large possible pour la paix et la tolérance, le projet a choisi de collaborer avec la Coalition des radios dans la mesure où la radio est un moyen de communication à moindre coût comparée autres moyens de communication de masse (télévision, presses écrites) mais aussi elle peut couvrir une large zone de couverture.

Le tableau ci-dessous relate les emplois de ressources financières par catégorie :

Emploi	Montant	Pourcentage	Catégorie (%)
Ressources humaines	365 978,00	29,0	29,0
Voyages	50 027,50	4,0	
Equipements et fournitures	52 505,50	4,2	
Bureau Local	70 767,25	5,6	13,7
Autres coûts services, autres	194 767,50	15,5	
Autres	406 403,75	32,2	47,7
Mise en place UMM	118 856,50	9,4	
Mise en place mécanisme d'Alerte et violences	1 125,00	0,1	9,4
Total sans frais d'administration	1 260 431,00	100,00	
Frais d'administration	88 230,17		7,0
Total	1 348 661,17		

L'évaluation note que les ressources (humaines, matérielles et financières) ont été utilisées de manière appropriée - **Satisfaisante**

2.4. Impact

Appréciation du Critère Impact :

Très satisfaisante

Le projet PEV est évalué comme ayant eu un impact positif, direct et indirect. Les résultats escomptés ont tous été atteints de façon significative. Des résultats involontaires mais positifs ont découlé de l'exécution du projet.



Photo : mise en application des capacités acquises pendant les ateliers

Les questions relatives au critère de l'impact du projet sont les suivantes :

- i) Quels sont les conséquence/effets (positifs et négatifs, directs ou indirects, intentionnels ou non) du projet et comment s'expliquent-ils ? L'évaluation doit prendre en considération les résultats souhaités et les résultats involontaires, de même que les impacts positifs et négatifs de facteurs externes, tels que le contexte politique et électoral, les conditions financières, etc.
- ii) Quel changement concret l'activité concernée a-t-elle apporté aux bénéficiaires ?

Quels sont les conséquence/effets (positifs et négatifs, directs ou indirects, intentionnels ou non) du projet et comment s'expliquent-ils ?

Généralement, dans le cadre d'une évaluation, l'impact se définit comme les effets à long terme positifs et négatifs, primaires et secondaires, produits par l'intervention, directement ou indirectement, attendus ou inattendus.

Dans le cadre du projet PEV, l'analyse de l'impact sera effectuée dans le cadre des effets induits à la fin du projet.

L'évaluation a démontré que le projet a atteint son objectif global, son objectif spécifique, réalisé toutes les activités planifiées et dépassé les résultats attendus.

Le projet PEV a contribué de façon notoire à la prévention de conflits et de violences lors des élections présidentielles de novembre/décembre 2018 et des élections législatives de mai 2019. Les acquis de renforcement des capacités des bénéficiaires pourront être exploitées avant, durant et après les élections communales de novembre 2019.

Les analyses effectuées au niveau du critère d'efficacité, la matrice des réalisations qui reflète les activités et les produits réalisés démontrent que le projet a généré des conséquences et des effets positifs directs et indirects.

A part les résultats directs attendus du projet, les activités menées dans le cadre du projet ont eu comme conséquences positives directes et indirectes :

- 1) Une compréhension plus avancée du phénomène de conflit lié aux élections grâce à l'étude sur la gestion de la violence électorale pour la consolidation de la démocratie à Madagascar par Docteur Juvence F. Ramasy. Cette étude a permis de comprendre un peu plus sur les violences liées aux élections, leurs caractéristiques, leur historique, les causes et les conséquences et bien d'autres éléments permettant de prévenir et de gérer au mieux les conflits liés aux élections à l'avenir ;

- 2) Les compétences, le savoir-faire ainsi que la notoriété de toute l'équipe de l'UMM qui se sont affinés et accrus dans le cadre du projet PEV et qui devraient et pourraient être capitalisés et exploités dans d'autres cadres selon les conjonctures ;
- 3) L'efficacité démontrée du dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide, avec la cellule de veille ou Situation Room le jour du scrutin, a fait envisager la CENI d'adopter le système pour les prochaines élections ;
- 4) Le projet a su créer un réseau d'acteurs, réseau constitué de 33 OSC, ayant contribué au dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide. Ce réseau œuvre non seulement dans la prévention et la gestion de conflits mais aussi dans la préservation de la paix et de la sécurité ;
- 5) La création pérenne d'un collectif de journalistes sensibles aux conflits constitue également un résultat significatif du projet. Les capacités que ces derniers ont acquies pourront être exploitées dans des situations de conflits autres que les conflits liés aux élections ;
- 6) Les différents cadres de dialogue ont généré plusieurs points positifs : i) les ateliers d'échanges multi-acteurs entre les FDS, les jeunes, les OSC, les partis politiques, la CENI et les CED dans les régions, les médias, etc. ont permis à chaque entité de mieux appréhender le domaine électoral ainsi que les rôles et les responsabilités de chacune avant, durant et après les élections afin de prévenir et gérer les conflits et violences liés aux élections ; ii) un changement au niveau des FDS qui sont devenus plus ouverts et plus collaboratifs vis-à-vis de la population, plus engagés malgré la considération du milieu des FDS comme hiérarchisé et fermé ; iii) les différents débats ont permis de donner la parole à la population représentée par les OSC, aux partis politiques et aux autres entités, d'exprimer leurs attentes et leurs opinions sur les élections et sur d'autres sujets d'importance pour eux. Il convient de souligner l'importance de la participation des partis politiques à ces débats.



Photo : cadre de concertation Ihosy et Antsirabe

L'évaluation note les conséquences/effets (positifs et négatifs, directs ou indirects, intentionnels ou non du projet comme - Très satisfaisante

Mlle Razananoro Victoire Estelle, Scout/Point focal – Fianarantsoa : Citation Je suis vraiment satisfaite d'avoir eu à apporter ma modeste contribution à œuvrer pour un climat de paix dans le cadre du processus électoral. Lorsque je vais voir les gens et je me présente comme venant du projet PEV, je suis accueillie favorablement et on me fournit les informations sans problème. Du point de vue personnel, le projet PEV m'a beaucoup apporté. Maintenant j'ose m'exprimer en public, ce que je ne faisais pas auparavant. J'ose m'exprimer devant les autorités. Je peux maintenant avancer des arguments plausibles lors des discussions et échanges. Le projet PEV a donné l'opportunité aux jeunes d'exprimer leurs opinions et leurs idées. Fin de citation

Quel changement concret l'activité concernée a-t-elle apporté aux bénéficiaires ?

- 1) Le partenariat avec le projet PEV a permis à KMF – CNOE le renforcement de leurs capacités accrues/renforcées dans l'organisation des cadres de concertations ainsi que leur maîtrise des thèmes sur la prévention et la gestion des conflits et violences liés aux élections, dans le monitoring des conflits et des violences. Leur participation au voyage d'études au Sénégal leur a fait connaître de nouvelles expériences et approche en matière d'observation électorale. En effet, KMF – CNOE basait auparavant ses activités sur l'observation des élections le jour du scrutin et les cadres de concertation portaient sur la gouvernance communale. De plus, les ressources humaines à la base ont renforcé leurs capacités par le biais de transfert de connaissances en cascade. Ceci a renforcé la crédibilité du KMF – CNOE au niveau de la base ;
- 2) Divers réseaux ont été créés par des bénéficiaires du projet tels que le Collectif des journalistes sensibles aux conflits, les Acteurs sensibles aux conflits, le Fifidianana Milamina, le réseau d'observateurs de citoyens engagés ;
- 3) Une meilleure connaissance et maîtrise par les partenaires et les bénéficiaires du projet des enjeux et défis liés au processus électoral, surtout les FDS, acteurs importants dans le processus mais qui n'a pas été, malheureusement, de par le passé, connu comme ayant une bonne réputation. De ce côté, beaucoup reste à faire ;
- 4) Les rencontres avec les bénéficiaires dans les régions ont fait savoir que non seulement leurs actions ont eu des résultats positifs escomptés mais que le projet leur a apporté des points positifs du point de vue personnel (confiance en soi, affirmation de leurs capacités, aisance en public et avec les autorités) ;
- 5) Enfin et non des moindres, il y a eu une évolution positive de la situation politique et sécuritaire d'avant les élections et durant et après les élections et le projet PEV a apporté une contribution nette dans cette amélioration.

L'évaluation note le changement concret apporté aux bénéficiaires comme – Très satisfaisante

2.5. Viabilité/Durabilité

Appréciation du critère de Viabilité :

Satisfaisante

Le projet PEV est évalué comme totalement viable. Les résultats acquis à la fin du projet seront présents à la fin et après l'arrêt de l'appui financier de l'UE et de l'appui technique d'ECES

Les questions relatives au critère de l'impact du projet sont les suivantes :

Dans quelle mesure les bienfaits résultant du projet perdurent-ils après la finalisation du projet et l'arrêt du financement ? Quels sont les principaux facteurs qui influent sur la viabilité ou la non-viabilité du projet ?

Dans quelle mesure les bienfaits résultant du projet perdurent-ils après la finalisation du projet et l'arrêt du financement ?

L'une des spécificités du projet PEV est la production des publications à chaque étape du projet. Ces publications portent sur l'étude sur la gestion de la violence électorale, sur le guide des citoyens, une analyse du phénomène de la violence électorale à Madagascar, des analyses et des rapports du monitoring des médias, des revues de presse, etc.

La publication et la vulgarisation à large échelle (par ex. le guide des citoyens a été multiplié à plus de 8 200 exemplaires) de ces publications constitueront des documents exploitables par les acteurs concernés par le processus électoral. Les supports physiques ou numériques (téléchargeable sur le site) de ces différentes publications et son accessibilité au public est un atout pour la viabilité du projet.

Il en est de même pour la distribution des CD sur les attentes et besoins de la population aux différents candidats pendant les cadres de concertation organisés par KMF/CNOE.

A part, les différentes publications, l'existence des sites du projet www.alerte.pevmadagascar.eu et www.pevmadagascar.eu et de la page Facebook de MADALERTE constitue aussi à la fois une visibilité mais aussi une viabilité du projet. Ces sites et page contiennent des informations détaillées sur le projet et ces informations seront encore disponibles même si le projet sera terminé.

Les différents renforcements de capacités (points focaux, coordonnateurs, partenaires, groupes cibles, journalistes et OSC) lors des différentes formations et ateliers mais aussi les transferts de compétences pendant la durée du projet constituent des savoir-faire des capacités, des acquis techniques qui resteront aux différentes cibles de ces interventions.

Selon Mr RAKOTONIAINA Jean Joseph, président du CED Tamatave II, « les ateliers organisés par PEV m'ont permis d'acquérir beaucoup de savoirs et de renforcer mes capacités. Ils m'ont aidé à maîtriser un peu plus le cadre légal sur les élections, de gérer au mieux les situations conflictuelles et de créer un réseau (groupe formé lors des ateliers) pour sensibiliser la population sur les élections. Cela a abouti à une amélioration du cadre de travail en tant que premier responsable du CED Tamatave II »

Les animateurs des cadres de concertation maîtrisent mieux la prévention et gestion de conflit, les journalistes savent monter des émissions de sensibilisation et des jeunes sont capables d'éduquer et de mobiliser les jeunes comme eux. Mais surtout les partenaires

et groupes cibles ont acquis des savoirs et expériences en matière de prévention et de gestion des conflits liés aux élections.

Enfin, la réalisation d'un vidéo-reportage consolidant et valorisant les acquis ainsi que les résultats des différentes actions entreprises par le projet constitue un élément essentiel à la fois pour la durabilité et la visibilité du projet. Ce vidéo-reportage résume à sa manière tout le déroulement et les réalisations du projet et constitue un héritage du projet.

L'évaluation note les bienfaits qui perdurent après la finalisation du projet et l'arrêt du financement comme - **Satisfaisante**

Quels sont les principaux facteurs qui influent sur la viabilité ou la non-viabilité du projet ?

La satisfaction des partenaires et des bénéficiaires sur le projet, les objectifs, les résultats et surtout sur les bienfaits qu'ils en ont retiré, leurs recommandations de capitaliser les acquis et les exploiter i) pour les élections communales à venir ii) dès maintenant entre deux cycles électoraux pour éviter la situation politique de 2018, iii) dans des situations autres que politiques i.e. économiques et sociales mais qui pourraient occasionner des conflits et des émeutes permettent de dire, sans l'ombre d'un doute, que les résultats du projet seront utilisés et exploités par ces partenaires et bénéficiaires.

L'évaluation note les principaux facteurs qui influent sur la viabilité du projet comme - **Satisfaisante**

2.6. Evaluation du projet selon les critères spécifiques à l'UE

2.6.1. Cohérence

Appréciation du critère de Cohérence :

Très satisfaisante

Le projet PEV, sur financement IcSP, est évalué comme cohérent car les activités mises en œuvre ont contribué à l'instauration d'un climat de paix pour les élections présidentielles et législatives grâce aux actions de prévention et de gestion de conflits liés à ces élections. Les activités du PEV sont complémentaires des activités du Mouvement Rohy FANDIO et FANOA sur financement IEDDH de l'UE.

Ce critère vise à apprécier la mesure dans laquelle les activités mises en œuvre au titre du projet contribuent à la réalisation des objectifs de la politique de l'UE en matière de prévention et de gestion de crises dans le cadre de l'IcSP tout en s'inscrivant dans une complémentarité avec les autres interventions de l'UE et des autres partenaires internationaux et du pays partenaire.

En même temps que le projet PEV, l'UE a également apporté son appui financier, avec d'autres partenaires internationaux, dans le cadre du projet SACEM qui a pour objectif principal l'organisation opérationnelle des élections présidentielles de novembre et décembre 2018 et législatives de mai 2019.

Les activités et l'approche prévues par le projet PEV ont bénéficié des acquis des deux projets PACTE et INCIPALS financés par l'UE (FED et IcSP).

Les thèmes abordés dans le projet sont des thèmes qui n'étaient pas traités directement par d'autres partenaires au développement à Madagascar. Les activités mises en œuvre au titre du projet PEV devaient contribuer et ont contribué à la prévention et à la gestion des conflits et violences liés aux élections et à l'instauration d'un climat apaisé reconnu et apprécié par les partenaires, les bénéficiaires qui étaient aussi des acteurs dans le processus électoral.

Les objectifs global et spécifique du PEV satisfont entièrement à l'objectif de l'IcSP qui est de prévenir les conflits et à garantir une capacité et un degré de préparation suffisants en vue de faire face aux situations d'avant-crise et d'après-crise et de consolider la paix.

Le dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide, produit-phare du PEV est en complémentarité entière et en appui au Centre opérationnel de veille de l'EMMO et à l'unité de monitoring de la CENI, laquelle a reçu un appui technique de l'UMM dans le sens d'un renforcement des capacités du personnel de la CENI.

Enfin, le projet PEV a travaillé en coordination avec d'autres initiatives de la société civile comme celles financées par l'UE et réalisées par le Mouvement Rohy à travers l'instrument IEDDH. Il s'agit des projets FANOVA dont l'objectif est de renforcer la participation citoyenne notamment celles des jeunes et des femmes et l'accès à l'information dans les élections et FANDIO qui a pour objectif de renforcer le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques, la transparence et la redevabilité dans le cadre du processus électoral.

L'évaluation de la cohérence avec la contribution de la réalisation des objectifs de la politique de l'UE en matière de prévention et de gestion de crises dans le cadre de l'IcSP tout en s'inscrivant dans une complémentarité avec les autres interventions de l'UE et des autres partenaires internationaux et du pays partenaire est notée comme - **Très satisfaisante**

2.6.2. Visibilité

Appréciation du critère de Visibilité :

Très satisfaisante

La visibilité du projet PEV et du financeur l'UE est évaluée comme très satisfaisante. Les budgets alloués pour la visibilité sont raisonnables.

Ce critère vise à apprécier la stratégie et les activités du projet et leur adéquation aux principes directeurs formulés dans le « Manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'UE » (Commission Européenne, Europe Aid, 2010).

Conformément aux règles et procédures de l'UE, tout projet appuyé financièrement doit mettre en place un plan de visibilité supporté par la production des brochures, des bannières, des dépliants, des affiches où le logo de l'UE doit être apposé d'une manière visible.

En matière de visibilité, le projet PEV a élaboré un plan de communication et de visibilité. L'orientation stratégique du plan de visibilité du Projet est dictée par les exigences suivantes :

- Faire connaître aux bénéficiaires les objectifs et les ressources mises à disposition par le Projet ;

- Garantir la transparence dans l'utilisation des ressources à travers la diffusion régulière des informations et l'utilisation de procédures et d'instruments de participation efficaces ;
- Informer efficacement les bénéficiaires ainsi que l'opinion publique sur les objectifs que l'Union européenne, ECES, et ses partenaires veulent atteindre via les activités prévues dans le cadre du projet PEV Madagascar.

Plusieurs moyens ont été adoptés par le projet pour la visibilité du projet PEV et du financeur du projet, l'UE:

2.6.2.1. Les actions de visibilité

- ✓ Les couvertures médiatiques,
- ✓ Les communiqués de presse,
- ✓ Le mailing list, constitué d'une multitude d'acteurs touchés de près ou de loin par le projet ou ceux qui peuvent être intéressés par le projet (les représentants des organismes internationaux, les représentants de l'Etat au niveau central et ses démembrements, les membres des organes constitutionnels malgaches, les représentants des FDS, les membres des organisations de la société civile nationale et internationale œuvrant dans différents domaines, les professionnels des médias nationaux et à l'étranger, entre autres.

Ces acteurs reçoivent quotidiennement des nouvelles du projet à travers les revues de presse, des informations ou actualités locales ou nationales et des rapports d'incidences.

Ces informations sont très appréciées par les concernés.

2.6.2.2. Les outils de communication

Ce sont les outils tels que les brochures, les banderoles, les roll-up, les logos, les goodies, les tee-shirts, les affiches etc. Sans oublier les sites internet et la page Facebook et les différentes publications produites par le projet ainsi que le vidéo - reportage.

Les émissions audio-visuelles ont joué un rôle très important dans la visibilité du PEV et de l'UE avec 1 230 diffusions (sans les rediffusions) de plusieurs émissions dans 30 stations radios dans toute l'île et une dizaine de spots télévisés sur les élections au niveau de la TVM.

Rubriques	Montant	Pourcentage
Actions de visibilité	23 597	1,87
Publication	45 775	3,63
Production de vidéo-reportage	12 000	0,95
Total	81 372	6,45
Coût total du projet (hors frais)	1 260 431	100

Le projet dispose d'un budget de visibilité, un budget pour les différentes publications et un budget pour la réalisation d'un vidéo-reportage qui représentent au total 6,45% de l'ensemble du budget total du projet.

D'une manière générale, le projet PEV est connu et gagne de plus en plus en notoriété avec moins de deux ans d'existence. Le budget alloué à la visibilité est raisonnable compte tenu des résultats obtenus.

En conclusion, les entretiens que nous avons eus avec des représentants des partenaires et des bénéficiaires ont montré que le projet PEV ainsi que le financeur a gagné en notoriété. Par ailleurs, lorsque les partenaires se présentent en précisant le projet PEV financé par l'UE, les personnes rencontrées sont enclines à coopérer et à fournir les informations requises.

L'évaluation note le critère de visibilité du projet PEV et du financeur l'UE comme - Très Satisfaisante

3. Conclusions et recommandations

Dans le but de pérenniser les résultats intentionnels et non intentionnels du projet et des acquis qu'ont bénéficié les partenaires étatiques et non-étatiques impliqués dans la mise en œuvre du projet, d'une part, et en prenant en compte les analyses de la documentation disponible, les résultats des entretiens avec le personnel du projet, les partenaires du projet, les autres acteurs, avec des responsables du financeur du projet, d'autre part, les conclusions et les recommandations suivantes sont effectuées :

3.1. Conclusions

Afin de contribuer :

- au développement et transfert des capacités ;
- à la pérennisation des acquis des bénéficiaires ;
- à l'innovation de l'intervention et la valeur ajoutée pour le pays et le processus électoral ;
- à la prise en compte de la dimension genre.

En prenant en compte l'évaluation de la réalisation :

- Des résultats attendus ;
- De l'objectif spécifique que les résultats attendus devaient permettre d'atteindre et qui devait contribuer à l'atteinte de l'objectif global
- De l'objectif global pour lequel le projet devrait contribuer à son atteinte,

En tenant compte de l'évaluation des critères suivants :

- Pertinence
- Efficacité
- Efficience

- Impact
- Viabilité, ainsi que les deux critères spécifiques à l'UE
- Cohérence et
- Visibilité.

Ci- dessous sont présentées les conclusions :

Conclusion n° 1 : Les Thématiques abordées dans le cadre du projet sont considérées comme d'importance et d'actualité surtout dans le contexte de la situation de crise politique que le pays a connu à la veille des élections présidentielles dans le sens d'aller aux urnes dans un climat apaisé et confiant. La convergence de toutes les activités y a contribué de manière significative.

Conclusion n° 2 : Le projet a pleinement, et même au-delà, réalisé son objectif spécifique de renforcement des capacités de la société civile, des médias et des autres parties prenantes, y compris les forces de défense et de sécurité, à travers le dialogue, la mise en place d'une confiance mutuelle et la collaboration dans la prévention de conflits et violences liés aux élections. Le projet a su profiter de la notoriété, de la structure et des expériences des partenaires.

Conclusion n° 3 : La mission d'évaluation a vu une équipe soudée, cohérente et axée sur les résultats quantitatifs et qualitatifs. L'équipe du projet a été louée pour la qualité de l'expertise, de leur travail, de l'approche participative adoptée, la disponibilité, les capacités d'écoute et de construction de partenariat, les capacités d'adaptation, d'innovation et de collaboration.

Conclusion n° 4 : Le projet PEV s'est parfaitement adapté au contexte et n'a pas hésité à revoir l'outil primordial utilisé, qui est le dispositif d'alerte précoce et de réponse, produit-phare du projet, pour de meilleurs exploitation et résultats de monitoring des médias et des violences.

Conclusion n° 5 : Le projet PEV a mis en place un dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide avec un caractère innovateur en le comparant avec les initiatives existantes sur le continent africain, notamment sa durée, étant d'un an et demie, là où d'autres initiatives ne couvrent pas toujours une période permettant un suivi à plus de six mois avant les élections et après les scrutins.

Conclusion n° 6 : On a constaté un engagement fort des partenaires et des bénéficiaires dans la promotion de la paix et de la tolérance. Ces partenaires et bénéficiaires se sont engagés à y œuvrer en vue des élections communales mais aussi dans leurs rôles et responsabilités quotidiennes.

Conclusion n° 7 : Des réseaux ont vu le jour grâce au projet et ces réseaux constituent des ressources importantes pour mettre en œuvre les acquis et pérenniser les résultats du projet.

Conclusion n° 8 : La stratégie de formulation et de mise en œuvre du projet a privilégié l'implication et la participation inclusive de toutes les parties prenantes (partenaires et bénéficiaires).

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé les recommandations suivantes :

3.2. Recommandations

Recommandation n° 1 : Les actions de prévention de conflits et violences ne devraient pas se limiter au processus électoral mais devraient être étendus dans des sphères de la vie économique et sociale. Le dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide dans son fonctionnement actuel intègre déjà ces aspects et devrait être utilisé en s'adaptant aux conjonctures : Tensions sociales, économiques et politiques.

Recommandation n° 2 : Le projet PEV devrait être prolongé pour des actions d'appel au calme et d'incitation au vote pour les communales du 27 novembre pour des élections apaisées et afin d'améliorer le taux de participation. Cette extension concernerait les partenaires (KMF – CNOE, Liberty 32, la Coalition des radios) et l'UMM tout en s'appuyant, si nécessaire, d'un appui/conseil de la part d'ECES.

Recommandation n° 3 : La capitalisation et la pérennisation des acquis des partenaires et des bénéficiaires sont essentielles. Les actions de prévention et de gestion de conflits et donc d'incitation au vote doivent être menées entre deux cycles électoraux pour éviter la situation de crise d'avril 2018.

Recommandation n° 4 : Les partenaires (KMF – CNOE, Liberty 32, la Coalition des radios pour la consolidation de la paix et l'UMM) et le réseau des jeunes devraient exploiter les actions de renforcement des capacités reçues et les expériences vécues dans PEV dans leurs activités quotidiennes que ce soit pour la prévention des conflits et les appels au calme et au vote.

ANNEXES

ANNEXE I

Projet d'Appui à la Prévention et à la Gestion des conflits et violences liés aux élections

Liste des personnes rencontrées

NOMS ET PRENOMS	RESPONSABILITE	ORGANISATION
ANTANANARIVO		
Frank Porte	Chef de la Coopération	Union européenne
Federica Petrucci	Chargée de programme et de coopération internationale	Union européenne
Rashmi Thapa	Regional Crisis Response Planning Officer, Service of the Foreign Policy Instruments à Nairobi	Union européenne
Eva PALMANS	Coordonnatrice PEV/Représentante ECES	PEV Madagascar
RAMANANJANAHAR Y Andriaharivola Reine	Chargée de programme	PEV Madagascar
RANDRIAMANANTE NA Amédé stela	Adjudant	Corps des protections civiles Ivato
RAFIDISON Seta Dera	Assistant de projet	Liberty 32
RAKOTONDRADEFY Sarobidy Harivelo	Lieutenant Officier Adjoint	Compagnie Gendarmerie Ambohidratrimo
	Chargée de Programme	ECES
RANDRIAMALALA Tiaray Narivelo	Responsable du monitoring de violences	UMM
RAVELOSON Jean de Dieu	Directeur de cabinet du Président	CENI
RAZAFINDRAZAKA Mirana	Responsable du monitoring des médias	UMM
VELO Ghislain Arsene	Journaliste	MATV
NIANDONIRINA Johanesa	Responsable	AUPROG Tana
RAVAOHARINIRINA Hanitriniaina Liliane	Secrétaire Exécutif Adjoint	CENI
RAMAROLAHY Tsitohaina	Formateur en journalisme (Journaliste)	RNM
MAKA Alphonse	Président	CFM
RATSARATOETRA Faramalala	Directeur d'Appui à la Réconciliation	CFM
RAVELOARIMISA Mbolatiana	Secrétaire Exécutif	Coalition des radios
Col RAKOTONIAINA Mamitiana	Armée	EMMO Tana
RAVELOSON Voahangy	Coordonnatrice nationale	KMF/CNOE
Emma	Gendarmerie Nationale	

Zavamanantsoa Rakotondravony		
Arlin Rakotomandroso	Gendarmerie Nationale	
TAMATAVE		
RAHELINIRINA Felaniaina	Point focal	KMF/CNOE Tamatave
MASILAHY Gaston	Journaliste	Radio Ny Antsika Tamatave
TELOVAVY Antoinette	Directrice et propriétaire	Radio Ny Antsika Tamatave
EDDY Jean Marc	Coordonnateur régional Tamatave	Liberty 32
RANASIMANANA Rosette	Attachée d'administration chef de Service d'Appui aux Communes	Région Atsinanana
RAHARINORO Soloherilala	Conseillère en Prévention	Bianco Tamatave
RAKOTONIAINA Jean Joseph	Président	CED Tamatave II
RAMISIFELISON Zaëlimurah Yannissa	Membre	Liberty 32 Tamatave
HERINIAINA Jean Celestin	Coordonnateur régional PEV	KMF/CNOE Tamatave
ZAMANY François	Journaliste	RNM Tamatave
FIANARANTSOA		
RAKOTOVAO Celestin	Coordonnateur PEV régional	KMF/CNOE Fianarantsoa
RAMAROSON Aricie	Point focal PEV	KMF/CNOE Fianarantsoa
RATOVONIRINA Tokiniaina	Analyste média (Fianarantsoa)	UMM
RASOLONIRAINY Haritiana	Journaliste	VIVA Fianarantsoa
RATSIMBAZAFY Perle	Journaliste	Radio Tsiry Fianarantsoa
Père RAMILA	Directeur	Radio Tsiry Fianarantsoa
RAHARINIRINA Tinaniaina	Technicienne/productrice	Radio Tsiry Fianarantsoa
ANDRIAMASY Jocelyn	Directeur Territorial	Bianco Fianarantsoa
LALAONIRINA Zaiell Jorlin	Chef de Région par interim	Région Haute Matsiatra
RANJARISOA Arline	Président provincial et régional	CENI Fianarantsoa
RAZANADRAKOTO Michel François	Point focal PEV	Liberty 32 Fianarantsoa
VOLOLONIAINA Marie	Coordonnateur PEV régional	Liberty 32 Fianarantsoa
RAZANANORO Victoire Estelle	Point focal PEV	Scout Fianarantsoa

ANNEXE 2

Projet d'Appui à la Prévention et à la Gestion des conflits et violences liés aux élections

Liste de la documentation consultée

- PRODOC, no cost extension
- Note Explicative générale pour extension sans coût
- Analyse du phénomène de la violence électorale à Madagascar, cas de l'élection présidentielle 2018
- Budget selon le contrat / avenant N° 1 signé et selon le nouvel avenant 2 signé
- Document de projet : « Projet d'appui à la prévention et la gestion de conflits et violences potentiels liés aux élections à Madagascar (PEV Madagascar) »
- Dr Juvence F. Ramasy, Violences électorales à Madagascar : Consolider les rôles des acteurs électoraux dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits
- Guide des citoyens sur la collaboration des acteurs en vue d'un climat électoral apaisé
- Matrice-cadre logique du «Projet d'appui à la prévention et la gestion de conflits et violences potentiels liés aux élections à Madagascar (PEV Madagascar)
- Organigramme PEV Madagascar
- Plan de communication et de visibilité
- Rapport atelier d'échanges sur la collaboration des acteurs en vue d'un climat électoral apaisé Fianarantsoa, 30 et 31 octobre 2018
- Rapport atelier de capitalisation Antananarivo 8 au 10 juillet 2019
- Rapport d'activité sur la formation en journalisme sensible aux conflits a Tamatave 19, 20 et 21 mars 2019
- Rapport d'évaluation du 22 et 23 Novembre 2018
- Rapport de formation des points focaux Fianarantsoa, 10 au 13 avril 2018
- Rapport narratif intermédiaire Coalition des radios
- Rapport narratif intermédiaire KMF/CNOE
- Rapport narratif intermédiaire Liberty 32
- Rapport narratif intermédiaire PEV Madagascar du 28/12/2017 au 30/11/2018
- Résultats du monitoring des médias, élection présidentielle 2018
- Contrat et avenants du projet PEV consultés au bureau du projet
- Siteweb www.pevmadagascar.eu
- Siteweb www.pevmada.alerte.eu

Annexe 4 - CADRE LOGIQUE

- **Projet d'appui à la prévention et la gestion de conflits et violences potentiels liés aux élections à Madagascar (PEV Madagascar)»**
-
- **Méthodologie de l'évaluation**
-
- L'évaluateur a repris le cadre logique tel qu'il est présenté dans la proposition de projet. Il a ajouté à chaque tableau une colonne « évaluation ». Pour chaque objectif, il a analysé les indicateurs et a vérifié la réalisation des activités au moyen de consultation de documents et d'entretiens avec les partenaires et les bénéficiaires et avec le personnel du projet.
-
- Un système d'appréciation en code couleur a été mis au point pour apprécier l'atteinte ou de la non-atteinte des objectifs, des résultats et de la réalisation ou de la non-réalisation des activités. Ce système d'appréciation a été développé sur la base du système utilisé pour le suivi des projets et programmes financés par l'UE et explicité dans le Manuel de Suivi Orienté sur les résultats (ROM Handbook – Results Oriented Monitoring – January 2017, version 4.0, Directorate general for International Cooperation and Development. Cependant, le système utilisé pour l'évaluation du PARCDD sera un peu plus développé afin de pouvoir appréhender de la manière la plus fidèle et objective possible l'appréciation à attribuer à chaque critère.

Appréciation	Code couleur
Très satisfaisant	Vert foncé
Satisfaisant	Vert clair
Acceptable	Bleu
Insuffisant	Orange
Echec	Rouge

	Chaîne de résultats	I	Points de référence et année 2017	Cibles (et année de référence) 2019	Sources et de moyens de vérification	Hypothèses	Réalisations	Evaluation
Objectif(s) spécifique(s): résultat(s)	Contribuer à la prévention de conflits et la construction de la paix en appuyant et accompagnant la société civile et autres acteurs clé dans la création d'un processus électoral apaisé.	<ul style="list-style-type: none"> Indice des Etats fragiles selon Fund for Peace 	<ul style="list-style-type: none"> .55ème rang sur 178 (2017) 	<ul style="list-style-type: none"> Evolution positive 	<ul style="list-style-type: none"> Publication de Fund for Peace 		Le projet a contribué à la prévention de conflits et la construction de la paix	Satisfaisant
	Renforcement des capacités de la société civile, des médias et autres parties prenantes, y compris les forces de sécurité, à travers le dialogue, la mise en place d'une confiance	<ul style="list-style-type: none"> Nb de pers formées, ventilés par sexe, capables de répliquer les formations reçues et/ou de sensibiliser leurs pairs sur la prévention de conflits 	0	<ul style="list-style-type: none"> 870 dont au moins 35% femmes et 25% jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> Exploitation des fiches de candidatures, des fiches d'évaluation, des rapports de suivi-évaluation, rapports de formation 	<ul style="list-style-type: none"> Les compétences créées sont exploitées et les initiatives réalisées en termes de promotion du dialogue sont soutenues par les parties prenantes 	<ul style="list-style-type: none"> 908 personnes formées dont (362 femmes- soit 40% et 295 jeunes- soit 32,05%) 	Très satisfaisant.

	mutuelle et la collaboration dans la prévention de conflits et violences liés aux élections							
	Nb de pers ventilés par sexe, capables de faire fonctionner le mécanisme d'alerte précoce et réponse rapide			<ul style="list-style-type: none"> · 234 dont au moins 35% femmes 	<ul style="list-style-type: none"> · Idem 	<ul style="list-style-type: none"> · Le mécanisme de prévention de conflits est pérennisé par les bénéficiaires avec l'appui des parties prenantes 	<ul style="list-style-type: none"> 244 personnes (dont 86 femmes, soit 35,25% de femmes) 	Très satisfaisant.
	<ul style="list-style-type: none"> · Nb de dialogues/débat organisés et nb de résolutions communes par rapport aux actions de prévention de conflits 			<ul style="list-style-type: none"> · Au moins 60 dialogues/débats organisés avec participation d'au moins 30% et au moins 30 résolutions communes adoptées 	<ul style="list-style-type: none"> · Exploitation rapports d'activités et de suivi accompagnement · Rapports synthétique des résolutions communes 	<ul style="list-style-type: none"> · Les responsables au niveau des forces de sécurité sont favorables au respect de leurs rôles et responsabilités 	<ul style="list-style-type: none"> 88 dialogues/débats organisés (dont 47 niveau local) et 55 résolutions communes adoptées 	Très satisfaisant

		<ul style="list-style-type: none"> Application du journalisme sensible aux conflits 	0	<ul style="list-style-type: none"> Revue des cibles : 86 personnes œuvrant dans les médias capables d'appliquer le journalisme sensible aux conflits 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'analyse UMM 	<ul style="list-style-type: none"> Les directeurs de médias acceptent et s'engagent dans la prévention de conflit 	<ul style="list-style-type: none"> 172 personnes œuvrant formés et capables d'appliquer le journalisme sensible aux conflits 	Très satisfaisant
Chaîne de résultats	Indicateurs	Points de référence de l'année 2017	Cibles (année de référence 2019)	Sources et moyens de de vérification	Hypothèses	Réalisations	Evaluation	
Extrant 1 : Un mécanisme de prévention de conflit est opérationnel à travers la mise en place d'un outil	<ul style="list-style-type: none"> Un mécanisme d'alerte précoce et réponse rapide 	0	<ul style="list-style-type: none"> 1 mécanisme initial d'alerte précoce et réponse fonctionnel 	<ul style="list-style-type: none"> Exploitation rapports de mise en place et de fonctionnement du mécanisme 	<ul style="list-style-type: none"> Les organisations bénéficiaires et/ou partenaires dans la réalisation des activités 	<ul style="list-style-type: none"> 1 mécanisme d'alerte précoce et réponse rapide fonctionnel avec une plateforme 	Très satisfaisant	

d'alerte précoce et de réponse rapide					respectent leur engagement pour l'exploitation des acquis et la pérennisation du mécanisme d'alerte précoce et de réponse rapide	d'alerte précoce et performant qui a été exploitée d'une manière optimale les jours du scrutin	
· Nb de rapports de situation et rapport d'urgences (flash report) produits (venant des points focaux)	0	· Au moins 120 flash reports et rapport de situation	· rapports d'activités UMM			75 flashs report 16 144 rapports de situation venant des points focaux (sous forme de SMS et Messenger)	Très satisfaisant

	<p>· Nb de rapports d'analyse produits (au niveau central) sur base de données venant du terrain et diffusés</p>	0	<p>· Au moins 25 analyses produits au niveau central</p>	· Idem	<p>2 996 infos locales produites et publiées (794 sur l'insécurité, 603 sur les foyers de tension, 1431 sur les élections et 168 sur la dynamique politique au niveau local) 241 actualités nationales 637 incidents de violence électorale sont signalés et cartographies sur la plateforme Alerte Mada</p>	<p>Très satisfaisant</p>
--	--	---	---	--------	---	--------------------------

<ul style="list-style-type: none"> · Nb de pers à la base, ventilés par sexe participant effectivement au mécanisme 	0	<ul style="list-style-type: none"> · au moins 200 personnes dont 35% de femmes impliquées directement dans le mécanisme de prévention de conflit 	<ul style="list-style-type: none"> · Exploitation rapports d'activités 		<p>244 personnes (dont 86 femmes, soit 35,25% de femmes) impliquées dans le fonctionnement du mécanisme d'alerte précoce et de réponse rapide</p> <ul style="list-style-type: none"> - 16 analystes au niveau de l'UMM (dont 11 femmes) - 19 coordonnateurs régionaux (dont 11 jeunes) - 194 points focaux (dont 102 jeunes) - 30 animateurs / journalistes et gérant de radios (dont 8 femmes) - 11 personnes du comité de pilotage (dont 8 femmes) 	Très satisfaisant
<ul style="list-style-type: none"> · Nb de pers ayant participé aux cadres de 	0	<ul style="list-style-type: none"> · Au moins 1500 personnes 	<ul style="list-style-type: none"> · Exploitation fiche de présence et rapports 		<p>3 870 personnes dont 1 370 femmes</p>	Très satisfaisant

concertation		dont 35% des femmes	d'activité		(37,3%) ont participé aux cadres de concertation	
<ul style="list-style-type: none"> Nb de formateurs, ventilés par sexe, formés et accompagnés dans la mise en place et le fonctionnement du mécanisme 	0	<ul style="list-style-type: none"> 24 formateurs dont au moins 35% des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> Exploitation des fiches de présence, des rapports d'activités, des rapports de suivi et accompagnement 	<ul style="list-style-type: none"> Les représentants de l'administration impliquée dans le mécanisme de prévention de conflit sont soutenus par leur autorité supérieure, notamment pour apporter les réponses rapides qui sont de leur ressort 	<ul style="list-style-type: none"> 24 personnes dont 12 femmes (soit 50%) ont été pour la mise en place et le fonctionnement du mécanisme. 	Très satisfaisant
<ul style="list-style-type: none"> Nb de pers, ventilés par sexe, formées par les formateurs dans le cadre de la formation en cascade 	0	<ul style="list-style-type: none"> 210 personnes dont au moins 35% des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> Idem 		<ul style="list-style-type: none"> 281 personnes formées (dont 87 femmes, soit 30,96%) pendant les formations dans les 8 zones d'intervention directe du projet 	Très satisfaisant
<ul style="list-style-type: none"> Nb de jeunes renforcés pour sensibiliser leurs pairs 	0	<ul style="list-style-type: none"> 150 dont au moins 35% femmes 			<ul style="list-style-type: none"> 197 jeunes ont été sensibilisés au travers 6 séminaires des jeunes 	Très satisfaisant

Chaîne de résultats	Indicateurs	Points de référence de l'année 2017	Cibles (année de référence 2019)	Sources et moyens de de vérification	Hypothèses	Réalisations	Evaluation
<p>Extrant 2 : Des initiatives de dialogue et de concertation sont réalisées entre les OSC, médias, administration électorale et les forces de sécurité pour encourager la confiance et ces dernières sont sensibilisées quant à leurs rôles et responsabilités</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nb pers formés pour leur participation effective dans les actions de prévention de conflit et plus particulièrement pour la collaboration avec les forces de sécurité 	0	<ul style="list-style-type: none"> 145 forces de sécurité et 30 représentants administration électorale, OSC et médias formés 	<ul style="list-style-type: none"> Exploitation des fiches de présence, des rapports d'activités, des rapports de suivi et accompagnement 		455 personnes dont 373 forces de sécurités et 82 représentants de la CENI, OSCs et médias formées à travers 6 ateliers d'échanger multi-acteurs	Très satisfaisant
	<ul style="list-style-type: none"> Nb de représentants des forces de sécurité ayant participé aux cadres de dialogues 	0	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 135 représentants des forces de sécurité présents lors des cadres de dialogues 	<ul style="list-style-type: none"> Idem 		373 forces de sécurités ont participé au débat multi-acteurs et cadre de dialogue	Très satisfaisant
	<ul style="list-style-type: none"> Nb de personnes bénéficiant du guide 	0	<ul style="list-style-type: none"> 6 000 personnes reçoivent le guide 	<ul style="list-style-type: none"> Accusé de réception 		8 270 guides des citoyens (OSCs, CENI et démembré, Médias, MID, FDS, CTD)	Très satisfaisant

Chaîne de résultats	Indicateurs	Points de référence et année	Cibles (et de référence)	Sources et de moyens de vérification	Hypothèses	Réalisations	Evaluation
Extrant 3 : Le journalisme sensible aux conflits est appliqué et le monitoring des médias est opérationnel en tant qu'outils d'alerte précoce et de réponse rapide et un public plus large est sensibilisé pour la paix et la tolérance	<ul style="list-style-type: none"> Nb pers formés, ventilés par sexe, capables d'appliquer le journalisme sensible aux conflits 	0	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 120 journalistes et responsables de médias 	<ul style="list-style-type: none"> Des fiches d'évaluation, des rapports de suivi-évaluation, rapports de formation 		<ul style="list-style-type: none"> 172 journalistes et responsables de médias (dont 45 femmes) ont été formés et capable d'appliquer le journalisme sensible aux conflits 	Très satisfaisant
	<ul style="list-style-type: none"> Nb rapports d'analyse de la couverture médiatique et flash report produits et diffusés et pour alimenter le mécanisme d'alerte précoce et réponse rapide 	0	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 24 analyses spécifiques sur la couverture médiatique 	<ul style="list-style-type: none"> UMM Rapports 		<ul style="list-style-type: none"> 36 notes bimensuelles sur la couverture médiatique audiovisuelle des foyers de tension électorale 14 notes hebdomadaires sur la couverture médiatique sur la couverture médiatique audiovisuelle des foyers de tension électorale 08 rapports d'analyse 	Très satisfaisant

	<ul style="list-style-type: none"> Nb émissions audiovisuelles produites et diffusées, liées à la culture de la paix et de la tolérance 	0	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 300 revues de presse 	<ul style="list-style-type: none"> Mailing list, des participants aux conférences de presse, réunions et formations 	<ul style="list-style-type: none"> 358 Revues de presses 75 flash reports 	Très satisfaisant
			<ul style="list-style-type: none"> Au moins 47 émissions produites au moins 120 diffusions Au moins 10 diffusions de spot TV 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'activités et copies des émissions Informations venant des radios partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> 20 spots audio, 14 émissions radios (débat), 6 émissions régionales, 1 théâtre radiophonique 30 radios membres (soit 1 230 diffusions) 10 spots télévisés 	Très satisfaisant

ANNEXE 5

Matrice des réalisations du projet PEV

Madagascar : Evaluation finale du projet PEV :

Résultats programmés et activités réalisées de Janvier 2018 – Octobre 2019

N.B. Cette matrice ne prétend pas être exhaustive et refléter toutes les actions réalisées dans le cadre du projet PEV. A titre d'exemple, le rapport narratif final du projet n'étant pas encore finalisé au moment de la mission, certaines réalisations ne sont pas consignées ici. De plus, le projet a élaboré des notes adressées à la Délégation de l'Union européenne qui ne sont listées dans cette matrice.

L'objectif global de l'Action est de contribuer à la prévention de conflits et violences potentiels liés aux élections en appuyant et accompagnant la société civile et autres acteurs clé dans la création d'un processus électoral apaisé.

Objectif spécifique : Renforcement des capacités de la société civile, des médias et autres parties prenantes, y compris les forces de sécurité, à travers le dialogue, la mise en place d'une confiance mutuelle et la collaboration dans la prévention de conflits et violences liés aux élections.	
Cible 1 : 870 personnes formées (dont au moins 35% des femmes et 25% jeunes) capables de répliquer les formations reçues et/ou de sensibiliser leurs pairs sur la prévention de conflits.	908 personnes formées dont (362 femmes- soit 40% et 295 jeunes- soit 32,05%) (Chiffres encore à adapter par rapport à la dernière formation)
Cible 2 : 234 personnes (dont au moins 35% des femmes) pour faire fonctionner le mécanisme d'alerte précoce et réponse rapide	244 personnes (dont 86 femmes, soit 35,25 % de femmes) impliquées dans le fonctionnement du mécanisme d'alerte précoce et de réponse rapide
Cible 3 : Au moins 60 dialogues/débat organisés et au moins 30 résolutions communes d'optées	88 dialogues/ débats organisés (dont 47 niveau local) et 55 résolutions communes adoptées
Cible 4 : Application du journalisme sensible aux conflits	172 personnes œuvrant dans les médias formés capables d'appliquer le journalisme sensible aux conflits Création du collectif de journaliste sensible aux conflits qui a élaboré un manifeste. Les rapports de collectifs de monitoring de la couverture des élections législatives par la presse écrite et les médias audio-visuels incluent une analyse du contenu des médias ayant participés aux formations et font ressortir une évolution.

EXTRANTS/ACTIVITES/PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES REALISEES
Extrant 1 : Un mécanisme de prévention de conflit est opérationnel à travers la mise en place d'un outil d'alerte précoce et de réponse rapide	
<p>Activité 1.1 : Etude sur les risques potentiels, les points chauds et état des lieux des initiatives pour la prévention de conflit et la consolidation de la paix</p> <p>Produit : Une étude est réalisée servant de base pour la mise en œuvre du projet et distribuée au niveau des protagonistes du processus</p> <p>Activité 1.2. : Voyage d'étude pour s'imprégner des bonnes pratiques en alerte précoce et réponse rapide comme outil de prévention de conflit</p> <p>Produit : Un voyage d'étude est organisé pour cinq personnes qui seront sélectionnées au sein des organisations de mise en œuvre -clé (KMF-CNOE, Liberty 32, La Coalition des radios, Unité de monitoring des médias) sur base du rôle que ces représentants des structures partenaires joueront dans la mise en œuvre des activités du projet et particulièrement celles en lien avec le fonctionnement du système d'alerte précoce et réponse rapide. Le voyage qui sera préparé et</p>	<p>Une étude sur les violences à Madagascar – Consolider les rôles des acteurs électoraux dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits – a été réalisée en mai 2018 servant de base pour la mise en œuvre du projet et distribuée au niveau des protagonistes du processus.</p> <p>Un voyage d'études pour 5 personnes dont 4 représentants des partenaires est organisé au Sénégal</p>

accompagné par les membres de l'unité de gestion du projet s'organisera sur 5 jours afin de s'imprégner des pratiques d'ailleurs à adapter au contexte malgache, afin d'établir des contacts avec des pairs permettant des échanges au-delà des frontières et afin de constituer des personnes ressources pour l'Action et leurs structures respectives

Activité 1.3 : lancement officiel du projet à travers un séminaire d'échange d'expériences au sujet d'actions de prévention de conflit et de consolidation de la paix par les acteurs de la société civile et les médias avec des expériences venant d'ailleurs et initiatives existantes ou prévues à Madagascar

Produit : Le lancement officiel du projet est organisé à travers la tenue d'un séminaire multi-acteurs d'échange d'expériences. Un réseau de contact et de collaboration est établi avec les acteurs clés du processus électoral afin de les impliquer dans le fonctionnement efficace du mécanisme d'alerte précoce et de réponse rapide

Activité 1.4 : Mise en place et

Le lancement officiel du projet a été organisé le 13 mars au moment de la formation des coordonnateurs/formateurs et des analystes des médias pour permettre la présence des représentants des différentes zones d'intervention. Ce lancement a vu la participation des institutions nationales comme le sénat, l'Assemblée nationale, le Ministère de la Défense nationale, le Ministère de la Sécurité Publique, le Secrétariat d'Etat de la Gendarmerie, le Ministère de la Communication, CENI, SAMIFIN, BIANCO, CSI, CFM, les partis politiques comme le MTS et HVM, des responsables de l'UE, l'Union Africaine, OIF, Ambassade Suisse, Ambassade de France, Ambassade des Etats-Unis, USAID, Ambassade de la Norvège, le PNUD, les OSC tels que Justice et Paix, Rohy, Tolotsoa, VMLF.

Une trentaine de médias ont couvert l'évènement.

fonctionnement d'un mécanisme d'alerte précoce et réponse rapide en suivant la méthodologie de la « Situation room ou plateforme d'alerte précoce »

(www.alerte.pevmadagascar.eu)

Produit : Un mécanisme d'alerte précoce et de réponse rapide est opérationnel

Activité 1.5 : Recrutement des formateurs LEAD (coordonnateurs) pour la création du réseau « Voix malgache pour la paix » (VMP), lanceurs d'alerte en se basant sur les partenaires clé et les réseaux existants

Produit : 24 personnes seront sélectionnées dont 2 par localités d'intervention (16) et 8 au niveau des structures centrales des organisations partenaires

Activité 1.6 : Elaboration d'un programme de formation en leadership, Gestion des Conflits et Médiation (LEAD) adapté et contextualisé

Un mécanisme d'alerte précoce et de réponse rapide est opérationnel depuis mars 2018 avec une cellule de veille en suivant la méthodologie de la Situation Room. Son opérationnalisation est assurée par le comité de pilotage du projet, l'équipe de l'Unité de monitoring des médias et de monitoring des violences, les coordonnateurs régionaux et les points focaux, le pool de recoupement à savoir la CENI, les médias, les FDS, les citoyens, les autorités locales, le CEC.

Les résultats d'analyse sont visibles et accessibles pour tous sur le siteweb de la plateforme « Alerte Mada » www.alerte.pevmadagascar.eu
244 personnes (dont 86 femmes, soit 35,25% de femmes) ont les capacités de faire fonctionner le dispositif.

Elles sont résidées à la base dans 52 districts (sur 119) des 22 régions de Madagascar - 19 coordonnateurs régionaux et 194 point focaux

<p>Produit : Le programme de formation LEAD est adapté aux besoins de renforcement de capacités des cibles en matière de Leadership, Gestion de conflits, Médiation. Un manuel d formateur est produit</p> <p>Activité 1.7 : 1 formation de formateurs LEAD (coordonnateurs) de 6 jours pour 24 personnes issues des OSC et médias partenaires des 8 localités d'intervention</p> <p>Produit : 24 personnes formées en tant que formateurs semi-certifiés, constituant le pool de formateurs pour les formations en cascades et les coordonnateurs pour les actions d'alerte précoce et de réponse rapide dans leurs localités respectives</p> <p>Activité 1.8 : 7 formations LEAD en cascade au niveau national et décentralisé pour les représentants des OSC, médias pendant 3 jours, dans les 7 localités identifiés (hors d'Antananarivo) suivi par un cadre de dialogue multi-acteurs (Activité 1.9)</p> <p>Produit : 210 personnes formées en LEAD, constituant le réseau de « voix malgaches pour la paix » pour</p>	<p>Un programme de formation basé sur la méthodologie LEAD et adapté selon le contexte et les besoins du projet a été élaboré en même temps que le kit de monitoring de la violence électorale pour les coordonnateurs régionaux.</p> <p>24 personnes dont 12 femmes (soit 50%) ont été pour la mise en place et le fonctionnement du mécanisme.</p> <p>281 personnes formées (dont 87 femmes, soit 30,96%) pendant les formations dans les 8 zones d'intervention directe du projet .l'objectifs en nombre a été largement dépasse mais la participation des femmes reste à encourager.</p>
---	--

<p>faire les activités de sensibilisation, de dialogue et de médiation à la base en alimentant le système d'alerte précoce et de réponse rapide. Le réseau est renforcé avec 14 points focaux</p> <p>Activité 1.9 : 1 jour cadre de dialogue multi-acteurs dans les 7 localités, à la suite des formations en cascade</p> <p>Produit : 7 cadres de dialogues multi-acteurs organisés avec l'implication d'au moins 350 personnes, 5 cadres de dialogue multi-acteurs (débat) supplémentaires seront organisés</p> <p>Activité 1.10. : Organisation d'ateliers d'échanges multi-acteurs pour la promotion d'un climat de paix et de tolérance au niveau de la base</p> <p>Produit : Au moins 50 ateliers d'échanges multi-acteurs seront organisés au niveau local avec la participation d'au moins 2000 personnes. Au moins 10 ateliers d'échanges supplémentaires seront organisés (référence budget rubrique 6.6)</p> <p>Activité 1.11 : 2 jours de séminaire pour 25 personnes au niveau des 6 universités publiques pour consolider le</p>	<p>88 dialogues/ débats organisés (dont 47 niveau local) et 55 résolutions communes adoptées</p> <p>77 ateliers d'échanges multi-acteurs organisés au niveau local avec la participation d'au moins 3870 personnes. 10 ateliers d'échanges supplémentaires organisés.</p>
--	---

<p>réseau de « Jeunes Voix Malgaches pour la Paix » et créer des points focaux au niveau des universités pour l'alerte précoce</p> <p>Produit : 150 jeunes formés et sensibilisés pour faire partie du réseau « Jeunes Voix Malgaches pour la Paix » en mesure de multiplier les initiatives promouvant la paix et la tolérance tant au niveau de l'Université et dans leurs communautés</p>	<p>167 jeunes dont 68 femmes (soit 45,33%) ont été sensibilisés au travers 6 séminaires des jeunes avec plusieurs activités de sensibilisation menés par les jeunes</p> <ul style="list-style-type: none"> - 06 flash mobs, - Campagne multimédia d'éducation sur la paix : changement de décor sur facebook par 150 personnes et 10 émissions radiophoniques interactives et en directes - 13 Débats dans 9 districts, - 13 Activités de sensibilisation de proximité
<p>Extrant 2 : Des initiatives de dialogue et de concertation sont réalisées entre les OSC, médias et l'administration électorale et les forces de sécurité pour encourager la confiance et ces dernières sont sensibilisées quant à leurs rôles et responsabilités.</p>	
<p>Activité 2.1: Elaboration d'un guide à l'intention des forces de l'ordre sur leurs droits et devoirs dans le processus électoral</p> <p>Produit : le guide est réalisé de façon participative et multiplié en 4000 exemplaires. 2000 exemplaires supplémentaires seront produits. 1500 exemplaires supplémentaires seront produits</p> <p>Activité 2.2 : 3 formations LEAD pour les forces de l'ordre pendant 3 jours au niveau national et décentralisé</p> <p>Produit : 3 formations LEAD pour au moins 75 représentants des forces de sécurité et 30 représentants de</p>	<p>Un guide des citoyens sur la collaboration des acteurs en vue d'un climat électoral apaisé a été élaboré dans une approche participative et 8270 exemplaires distribués aux acteurs (CENI est ses démembrements, le MID, les FDS, les collectivités territoriales décentralisées, les OSCs et les médias.</p> <p>455 personnes dont 373 forces de sécurité et 82 représentants de la CENI, OSCs et médias formés à travers 6 ateliers d'échanger multi-acteurs.</p>

<p>l'administration électorale, OSC et médias sont organisés</p> <p>Activité 2.3 : Participation des forces de l'ordre dans les cadres de dialogue et échanges multi-acteurs</p> <p>Produit :</p>	<p>373 représentants des forces de sécurité présents lors des cadres de dialogue.</p>
<p>Extrant 3 : Le journalisme sensible aux conflits est appliqué et le monitoring des médias est opérationnel en tant qu'outils d'alerte précoce et de réponse rapide et un public plus large pour la paix et la tolérance est sensibilisé</p>	
<p>Activité 3.1 : Mise en place de l'unité de monitoring des médias au niveau central et régional et activités de renforcement de capacités</p> <p>Produit : Unité de monitoring des médias opérationnelle au niveau central et régional pour renforcer le mécanisme d'alerte précoce et de réponse rapide</p> <p>Activité 3.2 : Activités de monitoring des médias</p> <p>Produit : A travers les analyses et les rapports, le système d'alerte précoce alimenté et un large public informé quant à l'existence de foyers de tensions, le pluralisme politique en période électorale et les journalistes sensibilisés et outillés avec un système d'auto-régulation</p> <p>Activité 3.3 : Trois formations pour les journalistes et responsables des</p>	<p>L'unité de monitoring des médias a été mise en place à partir du 1^{er} février 2018 et composée d'un responsable, d'un informaticien, de 7 analystes au niveau central et 5 analystes au niveau régional</p> <p>Au moins 4 analyses spécifiques sur la couverture médiatique</p> <ul style="list-style-type: none"> • 22 notes bimensuelles sur la couverture médiatique audiovisuelle des foyers de tension électorale • 14 notes hebdomadaires sur la couverture médiatique sur la couverture médiatique audiovisuelle des foyers de tension électorale • 08 rapports d'analyse <p>Cet objectif a été atteint et les réalisations dépassent largement les indicateurs</p>

<p>médias (80 personnes, 3 jours) sur le journalisme responsable et sensible aux conflits focalisées sur le rôle et les responsabilités de ces derniers à éviter d'intensifier les potentiels foyers de tension durant le cycle électoral.</p> <p>Produit : Conscients de leur statut de médiateurs, les médias seront capables d'adopter un rôle positif vis-à-vis des évènements considérés comme sensibles, notamment en faisant preuve d'impartialité et d'apaisement</p> <p>Activité 3.4 : Production d'émissions radiophoniques interactives et de débats avec l'intervention des acteurs clé du processus électoral</p> <p>Produit : A travers au moins 12 émissions interactives/débats produits et rediffusés à travers, entre autres, le réseau de 30 radios de la Coalition des radios mais également les médias sensibilisés à travers la formation, afin de viser une couverture nationale, un large public est informé et sensibilisé quant à un climat de paix et de tolérance. Au moins 5 émissions supplémentaires seront produites</p> <p>Activité 3.5 : Production et diffusion de mini-productions (audio et visuelle) de</p>	<p>172 journalistes et responsables de médias (dont 45 femmes) ont été formés et capables d'appliquer le journalisme sensible aux conflits</p> <ul style="list-style-type: none"> • 51 émissions produites et diffusées dont 41 émissions radiophoniques, 30 radios membres (soit 1230 diffusions) • 14 émissions radiophoniques nationales produites • 06 émissions régionales interactives • 01 théâtre radiophonique • 20 spots audios réalisés et diffusés • 10 spots TV diffusés à la télévision nationale, au moins 10 diffusions par spot
---	--

sensibilisation sur la paix et la tolérance, la sécurisation du processus électoral et les initiatives d'alerte précoce et réponse rapide

Produit : A travers au moins 20 productions, diffusées par, entre autres, le réseau de 30 radios de la Coalition des radios mais également les médias sensibilisés à travers la formation afin de viser une couverture nationale, un large public est informé et sensibilisé quant à un climat de paix et de tolérance, la sécurisation du processus électoral et les initiatives d'alerte précoce et de réponse rapide. Au moins 10 spots supplémentaires seront produits.

Activité 3.6 : Atelier de restitution publique des réalisations à mi-parcours du projet

Produit : Un atelier de restitution publique sera organisé, regroupant 60 représentants des parties prenantes (OSC, médias, jeunes, force de l'ordre, administration électorale...)

Activité 3.7 : Atelier de capitalisation et de dissémination des acquis (atelier de clôture du projet)

51 productions diffusées par, entre autres, le réseau de 30 radios de la Coalition des radios mais également les médias sensibilisés à travers la formation afin de viser une couverture nationale, un large public est informé et sensibilisé quant à un climat de paix et de tolérance, la sécurisation du processus électoral et les initiatives d'alerte précoce et réponse rapide.

Un atelier d'évaluation à mi-parcours a été organisé les 22 et 23 novembre 2018 et a regroupé 49 participants destiné aux organisations impliquées directement dans le dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide dans le but d'améliorer la mise en œuvre du projet.

<p>Produit : Un atelier de réflexion et de capitalisation des acquis et expériences sera organisé, regroupant 60 représentants des parties prenantes (OSC, médias, jeunes, force de l'ordre, administration électorale...)</p> <p>Activité 3.8 : Production des publications et un vidéo reportage sur le fonctionnement, résultats et acquis du projet et échanges pour le partage des leçons apprises</p> <p>Produit : Deux publications et un vidéo reportage et des spots télévisés qui relatent non seulement les résultats du monitoring de la violence et donc issu du dispositif d'alerte précoce et monitoring des médias mais également les leçons apprises, conseils, méthodologies, outils pratiques, etc. pour inspirer d'autres initiatives à venir et d'autres contextes seront produits. Un atelier d'échange et de partage sera organisé dans une région autre que la capitale. L'atelier d'échanges et de partage sera organisé à la capitale.</p>	<p>Un atelier de clôture du projet a été organisé le 04 octobre 2019 et a vu la participation des partenaires et des bénéficiaires du projet. Cet atelier a été l'occasion pour visionner le film documentaire dont la finalisation verra le jour incessamment.</p> <p>Deux publications dont 1) l'étude sur la gestion de la violence électorale pour la consolidation de la démocratie à Madagascar et 2) le guide des citoyens sur la collaboration des acteurs en vue d'un climat électoral apaisé ont été émises et distribués, le premier en 760 exemplaires et le second en 8270 exemplaires. Un vidéo – reportage valorisant et consolidant les acquis ainsi que les résultats des différentes actions entreprises par le projet a été réalisé et sera incessamment finalisé et distribué aux partenaires, aux bénéficiaires et acteurs du processus électoral.</p>
---	---